



Assemblée générale

Distr. générale
9 février 2018
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-septième session

26 février-23 mars 2018

Point 9 de l'ordre du jour

**Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie
et l'intolérance qui y est associée : suivi et application
de la Déclaration et du Programme d'action de Durban**

Rapport du Comité spécial sur l'élaboration de normes complémentaires sur sa neuvième session^{*,**}

Président-Rapporteur : Taonga **Mushayavanhu** (Zimbabwe)

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la décision 3/103 et des résolutions 6/21 et 10/30 du Conseil des droits de l'homme. Il s'agit d'un résumé des travaux du Comité spécial chargé d'élaborer des normes complémentaires à sa neuvième session et des débats de fond qui se sont tenus à cette même session.

* Les annexes au présent rapport sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, dans la langue originale seulement.

** Le présent rapport est soumis tardivement pour que l'information la plus récente puisse y figurer.

GE.18-01569 (F) 130718 170718



* 1 8 0 1 5 6 9 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Organisation de la session	3
A. Participation	3
B. Ouverture de la session	3
C. Élection du Président-Rapporteur	3
D. Adoption de l'ordre du jour	4
E. Organisation des travaux	5
III. Débat général et débats thématiques	9
A. Exposés et débat sur une législation générale contre la discrimination	9
B. Exposés et débat sur la protection des migrants contre les pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes	9
C. Exposés et débat sur la protection des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dans leur propre pays contre le racisme et les pratiques discriminatoires	9
D. Débat général et échange de vues, 8 ^e séance	10
E. Débat général et échange de vues, 9 ^e séance	10
F. Débats et échange de vues sur les faits nouveaux, 10 ^e , 11 ^e et 12 ^e séances	11
G. Débat général et échange de vues, 13 ^e séance	12
H. Débat général et échange de vues, 14 ^e séance	14
I. Débat sur la résolution 71/181 de l'Assemblée générale	14
J. Débat général et échange de vues, 16 ^e et 17 ^e séances	17
IV. Adoption du rapport	18
Annexes	
I. Summaries of the expert presentations and initial discussions on the agenda topics	22
II. Programme of work	45
III. List of attendance	47

I. Introduction

1. Le Comité spécial chargé d'élaborer des normes complémentaires soumet le présent rapport en application de la décision 3/103 et des résolutions 6/21 et 10/30 du Conseil des droits de l'homme.

II. Organisation de la session

2. La neuvième session du Comité spécial a eu lieu du 24 avril au 5 mai 2017. Au cours de la session, le Comité a tenu 18 séances.

A. Participation

3. Ont participé à la session des représentants d'États Membres, d'États non membres représentés par des observateurs, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales (ONG) dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (voir l'annexe III).

B. Ouverture de la session

4. La neuvième session du Comité spécial chargé d'élaborer des normes complémentaires a été ouverte par le secrétaire du Comité spécial.

C. Élection du Président-Rapporteur

5. À sa 1^{re} séance, le Comité spécial a élu Taonga Mushayavanhu, Représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Président-Rapporteur, par acclamation.

6. Le Président-Rapporteur a remercié les membres du Comité spécial de l'avoir élu et a exprimé son souhait de travailler en étroite collaboration avec l'ensemble des États Membres, des groupes régionaux et des autres parties prenantes pendant la session.

7. Le Président-Rapporteur a dit que le Comité avait pour tâche de trouver des moyens de mieux protéger toutes les personnes contre les fléaux que sont le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui sont bien trop fréquents partout dans le monde et qui prennent aujourd'hui de nombreuses formes. Le programme de travail de la session contenait un certain nombre de sujets nouveaux, de nature pratique, tels que la législation générale contre la discrimination, la protection des migrants contre les pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes et la protection des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dans leur propre pays contre le racisme et les pratiques discriminatoires. Compte tenu du sort de plus en plus pénible qui était réservé à ces groupes vulnérables, le Comité spécial devait de toute urgence formuler des recommandations concrètes sur la façon dont la communauté internationale pouvait garantir davantage de dignité, d'égalité et d'équité pour tous.

8. De l'avis du Président-Rapporteur, les membres du Comité spécial débattaient pendant la session de faits récents concernant la xénophobie, les lacunes de procédure s'agissant de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les mécanismes nationaux et le racisme dans le sport, en cherchant plus spécialement à trouver les éléments qui conduiraient à l'adoption de normes internationales. Il a expliqué que, comme cela avait été demandé à la huitième session, il distribuerait à la 6^e séance le « texte du Président pour faire progresser les travaux du Comité spécial sur l'élaboration de normes complémentaires à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale » (ci-après dénommé « le texte du Président »), qui contenait des points pouvant servir de base aux négociations, tirés des discussions tenues au cours des huit sessions précédentes. Le Comité spécial débattrait

aussi de la résolution 71/181 de l'Assemblée générale, adoptée en décembre 2016, dans laquelle, au paragraphe 5, l'Assemblée générale se déclarait préoccupée par l'absence de progrès accomplis dans l'élaboration de normes complémentaires en vue de combler les lacunes de la Convention, sous la forme de nouvelles règles normatives destinées à lutter contre toutes les formes contemporaines et résurgentes de racisme, et invitait à cet égard le Président-Rapporteur du Comité spécial du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer des normes complétant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale à lancer les négociations sur le projet de protocole additionnel à la Convention relatif à l'incrimination des actes de nature raciste et xénophobe.

9. Le Président-Rapporteur a ajouté que le Conseil des droits de l'homme avait pour sa part, dans sa résolution 34/36, décidé de donner suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 71/181, en demandant au Président-Rapporteur du Comité spécial de lancer les négociations sur le projet de protocole additionnel à la Convention relatif à l'incrimination des actes de nature raciste et xénophobe à la dixième session du Comité spécial.

10. Le Président-Rapporteur a dit que les débats du Comité spécial auraient pour objet de lui permettre de se préparer avant la dixième session, notamment en trouvant un accord sur les modalités de lancement des négociations. Il a prié instamment les membres du Comité spécial de commencer à réfléchir à la fois aux modalités et aux éléments qui pourraient servir de base aux négociations à la dixième session.

D. Adoption de l'ordre du jour

11. Également à la 1^{re} séance, le Comité spécial a adopté l'ordre du jour ci-après pour sa neuvième session :

1. Ouverture de la session.
2. Élection du Président-Rapporteur.
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail.
4. Exposés et débat sur une législation générale contre la discrimination.
5. Exposés et débat sur la protection des migrants contre les pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes.
6. Exposés et débat sur la protection des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dans leur propre pays contre le racisme et les pratiques discriminatoires.
7. Débat général et échange de vues sur le point 4.
8. Débat général et échange de vues sur les points 5 et 6.
9. Débat sur les faits nouveaux concernant la xénophobie.
10. Débat sur les faits nouveaux concernant les mécanismes nationaux et les lacunes de procédure s'agissant de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
11. Débat sur les faits nouveaux concernant le racisme dans le sport.
12. Débat général et échange de vues sur les points 9 et 10.
13. Débat général et échange de vues sur le point 11.
14. Débat sur la résolution 71/181 de l'Assemblée générale.
15. Débat général et échange de vues sur les conclusions et recommandations.
16. Adoption du rapport.

E. Organisation des travaux

12. À la même séance, le Président-Rapporteur a présenté le projet de programme de travail pour la session, qui a été adopté. Le programme de travail, tel qu'il a été ensuite révisé, figure à l'annexe II. Le Président-Rapporteur a invité les participants à faire des déclarations d'ordre général.

13. Les délégations ont vivement félicité le Président-Rapporteur pour son élection.

14. La représentante de la Tunisie, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, a félicité le Président-Rapporteur pour son élection et a salué sa déclaration liminaire.

15. Le Groupe des États d'Afrique était convaincu que le dialogue que le Comité spécial préserve depuis sa création offrait amplement la possibilité de réfléchir aux lacunes de fond et de procédure concernant la Convention. Le Groupe des États d'Afrique et le Comité spécial avaient recensé au fil des ans différents sujets thématiques considérés comme des formes contemporaines de racisme : la xénophobie, l'islamophobie, l'antisémitisme, la propagation du racisme et les attaques xénophobes sur Internet, le profilage racial et l'incitation à la haine raciale, ethnique et religieuse. L'intervenante a dit qu'il fallait mieux protéger les victimes du profilage contre ce phénomène. Il convenait d'offrir des voies de recours optimales et de faire cesser l'impunité pour les auteurs d'actes de racisme.

16. Le Groupe des États d'Afrique souscrivait pleinement à l'idée qui consistait à saisir l'occasion qu'offraient la résolution 71/181 de l'Assemblée générale et la résolution 34/36 du Conseil des droits de l'homme, en commençant, de façon urgente, par négocier un protocole additionnel sur la lutte contre l'incitation à la haine par les plateformes de médias telles qu'Internet. Le Groupe des États d'Afrique était d'avis que le report de la concrétisation de cette nouvelle vision à la dixième session du Comité spécial donnerait amplement la possibilité de se préparer en conséquence. De l'avis du Groupe des États d'Afrique, la neuvième session devrait offrir une transition fructueuse vers des débats plus approfondis en permettant l'examen de questions ayant trait au champ d'application de la Convention.

17. Les victimes des violations susmentionnées avaient besoin que le Comité spécial débattenne du champ d'application de la Convention, et non de la question de savoir si des normes complémentaires étaient nécessaires. Voilà pourquoi le Groupe des États d'Afrique se félicitait de l'adoption du programme de travail pour la neuvième session car il offrirait au Comité spécial de nouvelles possibilités de réfléchir à des éléments de futures normes complémentaires.

18. Le Groupe des États d'Afrique était convaincu que le Comité spécial saisisrait l'occasion de mettre en œuvre pleinement la recommandation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée – contenue au paragraphe 199 du Programme d'action de Durban – d'élaborer des normes internationales complémentaires. Le Comité spécial ne pouvait pas se permettre de fuir ses responsabilités s'agissant de la protection des victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. Cela équivaldrait en effet à ne pas accorder au sort des victimes de ces fléaux l'examen sérieux qu'il mérite. Le Groupe des États d'Afrique espérait que le Comité spécial utiliserait sa neuvième session pour faire tout son possible pour s'acquitter de son mandat, et il se félicitait d'avance d'avoir un échange constructif d'opinions et de participer à des débats intéressants sur cette question très importante.

19. La représentante de l'Union européenne a dit que l'Union européenne se félicitait de l'inclusion d'un débat sur une législation générale contre la discrimination dans le programme de travail de la session. L'adoption d'une telle législation était essentielle pour combattre toutes les formes de discrimination. L'Union européenne était tout à fait favorable à l'adoption d'une approche globale et intégrée, qui puisse offrir une protection efficace, tout en tenant compte des formes de discrimination multiples et croisées.

20. La promotion des principes d'égalité et de non-discrimination avait toujours été un élément clef des objectifs, de la législation et des institutions de l'Union européenne, dès sa création.

21. L'adoption par l'Union européenne, en 2000, de deux directives fondamentales dans la lutte contre la discrimination a constitué une avancée majeure sans précédent. La directive sur l'égalité raciale et la directive sur l'égalité de traitement en matière d'emploi ont interdit la discrimination fondée sur l'origine raciale ou ethnique, la religion, les convictions, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle, et ont apporté une protection dans des domaines essentiels de la vie tels que l'emploi, l'éducation, la sécurité sociale, les soins de santé, l'accès aux biens et aux services et la fourniture de ceux-ci. Ces deux instruments prévoyaient l'obligation de garantir aux victimes l'accès à des recours judiciaires ainsi que des motifs pour prendre des mesures positives de promotion de l'égalité. En 2008, l'adoption, par le Conseil de l'Union européenne, de la décision-cadre sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal avait établi des normes communes au sein de l'Union européenne, garantissant que les infractions racistes et xénophobes soient passibles dans tous les États membres de sanctions pénales effectives, proportionnées et dissuasives d'un certain niveau minimum. Ces instruments, au côté de la directive sur les droits des victimes, de la directive « Services de médias audiovisuels » et des autres textes de loi pertinents, constituaient le cadre juridique complet et élaboré de l'Union européenne en matière de lutte contre la discrimination.

22. Les institutions de l'Union européenne étaient particulièrement axées sur la lutte contre la discrimination, le racisme et la xénophobie. La Commission européenne, d'abord chargée d'assurer la transposition juridique, la mise en œuvre et l'application correctes des instruments législatifs existants, encourageait aussi l'échange de bonnes pratiques entre les États membres de l'Union européenne. À cette fin, elle avait créé des groupes d'experts sur la non-discrimination et sur le racisme et la xénophobie, en 2008 et en 2009, respectivement. En outre, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, créée en 2007, jouait un rôle essentiel dans la collecte, l'analyse et la diffusion de données objectives et comparables sur le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, l'islamophobie et d'autres formes d'intolérance, ainsi que dans la fourniture, aux institutions et aux États membres de l'Union européenne, de lignes directrices, indépendantes et fondées sur des éléments factuels, concernant l'égalité et la non-discrimination. Entre autres activités, l'Agence aidait les États Membres à concevoir et à mettre en œuvre des mesures pertinentes pour lutter contre les crimes de haine dans le cadre du Groupe de travail sur les crimes de haine, créé en 2014.

23. L'Union européenne était d'avis qu'il était pertinent d'élaborer une législation générale contre la discrimination et elle a affirmé qu'elle continuerait de travailler à la promotion de l'égalité et du principe de non-discrimination.

24. Le représentant du Pakistan, s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a déclaré que les activités du Comité spécial étaient plus pertinentes aujourd'hui qu'au moment de sa création. Le monde faisait face à une multitude de difficultés, parmi lesquelles l'effondrement de l'économie, la montée de la xénophobie et de l'intolérance, les conflits internationaux et l'aggravation de la situation des droits de l'homme et des crises humanitaires. Les causes profondes, sur les plans socioéconomique et politique, des actes racistes avaient beaucoup gagné en complexité, faisant apparaître des formes nouvelles et contemporaines de discrimination raciale fondée sur la race, le sexe, la langue ou la religion, qui n'étaient pas visées par les instruments existants. Il était par conséquent nécessaire de disposer d'une législation efficace à la fois au niveau national et au niveau international, pour combler les lacunes et offrir des mesures de réparation aux victimes de l'injustice et de la discrimination.

25. L'OCI était d'avis que l'on ne pouvait oublier ni le contexte historique de la discrimination raciale ni ses effets dommageables persistants sur la vie des personnes et sur les nations, surtout dans les domaines économique, social et culturel. Les conséquences des injustices passées hantaient encore de nombreuses vies et l'on avait donc besoin d'une coopération internationale pour éliminer les obstacles entravant l'obtention de niveaux de vie plus élevés et égaux.

26. L'OCI était fort préoccupée par la dangereuse montée des mouvements politiques d'extrême droite dans de nombreuses régions du monde ainsi que par l'assimilation du nationalisme avec le patriotisme. L'essor de l'incitation à la violence, des discours de haine, des appels à la haine, de la xénophobie, du profilage racial et religieux, de la différenciation

entre les races – en particulier aux fins de la gestion des frontières –, des pratiques discriminatoires en matière d’immigration, de l’islamophobie, des stéréotypes négatifs et de la stigmatisation était alarmant, socialement injuste et condamnable au plus haut point. Les peuples autochtones, les travailleurs migrants, les réfugiés et les autres groupes vulnérables connaissaient une multitude de problèmes liés à la discrimination et au harcèlement. Ces défis contemporains soulignaient encore combien il était important de soutenir les travaux du Comité spécial.

27. L’OCI a réaffirmé sa volonté de participer de façon constructive aux débats du Comité spécial et a prié instamment les autres pays et groupes régionaux de laisser de côté leurs divergences politiques et de chercher des points de convergence afin d’accomplir le mandat du Comité spécial. Ensemble, ils vaincraient les semeurs de haine et les démagogues xénophobes qui exploitent les craintes des gens et incitent à la violence et à la haine. Ensemble, ils pouvaient ouvrir la voie à un avenir meilleur fondé sur les principes partagés de tolérance, d’inclusivité, de non-discrimination et d’harmonie entre les races.

28. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a félicité le Président-Rapporteur pour son élection et l’a assuré du plein soutien de son pays. La République bolivarienne du Venezuela s’attachait à lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l’intolérance qui y est associée. À cette fin, il était nécessaire de donner suite à la recommandation contenue au paragraphe 199 du Programme d’action de Durban et d’élaborer des normes complémentaires qui renforceraient et actualiseraient le cadre juridique existant, afin de faire face aux nouveaux défis et aux nouvelles formes de discrimination et de protéger les victimes.

29. L’intervenant a dit regretter l’absence notable de soutien de la part de groupes de pays à la mission du Comité spécial ces quelques dernières années, et il a appelé les pays à assurer la mise en œuvre effective de la Déclaration et du Programme d’action de Durban. Comme lors des sessions précédentes, la République bolivarienne du Venezuela était désireuse de continuer à étudier les nouvelles formes de discrimination et, dès lors, appréciait le dialogue avec les experts visant à cerner les lacunes et les questions pertinentes relatives à l’élaboration de normes complémentaires. La délégation de la République bolivarienne du Venezuela souhaitait coopérer et prendre une part active aux efforts déployés en vue de l’accomplissement de la mission importante du Comité spécial.

30. La représentante de l’Afrique du Sud a souscrit à la déclaration faite par la Tunisie au nom du Groupe des États d’Afrique. Elle a dit que la nomination par acclamation du Président-Rapporteur par le Comité spécial témoignait du fait que les délégations avaient confiance dans son pouvoir d’impulsion et appréciaient la façon dont il avait guidé le Comité spécial par le passé. Elle a félicité le Président-Rapporteur pour sa nomination et a dit que l’Afrique du Sud avait hâte de pouvoir travailler de façon constructive avec lui et avec les autres délégations et groupes régionaux en vue de faire avancer les travaux du Comité spécial.

31. L’Afrique du Sud se félicitait aussi d’avance des débats sur les nouveaux sujets et de l’état des lieux sur les thèmes déjà examinés, y compris en réponse à l’appel visant à l’élaboration des normes complémentaires nécessaires lancé par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l’intolérance qui y est associée de 2011, l’Assemblée générale et le Conseil des droits de l’homme.

32. L’Afrique du Sud espérait que le Comité spécial profiterait de la session en cours pour se pencher sur le champ d’application et les modalités des normes complémentaires. L’intervenante était convaincue que la session en cours du Comité spécial serait véritablement axée sur les victimes.

33. La représentante du Brésil a réaffirmé la volonté de son pays de renforcer le cadre juridique international contre toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l’intolérance qui y est associée. Elle a dit que le Brésil priait instamment tous les pays de participer à ces efforts dans un esprit de compromis et avec la volonté de créer un monde dans lequel nul ne serait soumis à aucune forme de discrimination et d’intolérance. Le Brésil se félicitait des sujets qui seraient abordés à la neuvième session. Dans un monde toujours plus touché par les conflits et les discours politiques qui semaient la division et attisaient les préjugés et la haine, l’échange de vues sur une législation

générale contre la discrimination et la protection des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays était essentiel. Le Brésil appelait tous les pays à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les politiques, les programmes et les activités visant à lutter contre toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

34. Le Brésil chérissait sa diversité et rejetait toutes les formes de racisme, de xénophobie et d'intolérance. Ces dernières années, le pays avait ouvert ses portes à des milliers de migrants et de réfugiés et il avait la ferme volonté d'accueillir ces personnes en fonction de ses capacités. Le Brésil comprenait que la mobilité était inhérente à la nature humaine, mais il était d'avis que chaque État jouissait du droit souverain de fixer ses règles nationales d'admission, sous réserve des obligations internationales. Les déplacements internationaux ne devaient pas être érigés en infraction. Les migrants et les réfugiés jouissaient de droits fondamentaux de la personne et devaient être protégés contre les actes de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie. En plus de faciliter une migration et une mobilité sûres, ordonnées, régulières et responsables, il était crucial de s'attaquer aux causes des migrations, y compris en redoublant d'efforts aux fins du développement et de l'élimination de la pauvreté, notamment grâce à la coopération technique.

35. S'agissant de la mission du Comité spécial, le Brésil appelait toutes les délégations et tous les groupes régionaux à œuvrer à la construction d'une confiance mutuelle et d'un compromis et à trouver un terrain d'entente sur les questions sensibles et importantes concernant l'élaboration de normes complémentaires à la Convention. Le Brésil attendait avec intérêt de recevoir le texte du Président sur les points de consensus possibles, de sorte que les délégations puissent envisager d'élaborer un instrument non contraignant, qui serait une première étape dans l'élaboration d'un document plus solide qui serait accepté par la communauté internationale. Le Brésil attendait aussi avec intérêt de pouvoir participer à des échanges constructifs et ouverts pendant la session en cours.

36. Le représentant du Nigéria a dit que sa délégation attachait une grande importance au travail du Comité spécial et réaffirmait son plein soutien et son parfait attachement à la Déclaration et au Programme d'action de Durban, qui devaient rester la feuille de route pour l'élimination de toutes les formes de racisme, de xénophobie, de doctrines de supériorité raciale et de discrimination qui y est associée. Dans ce cadre, de nombreux rapports ont fait état d'une multiplication, partout dans le monde, des agressions commises contre des personnes en raison de leurs convictions religieuses et de leur origine ethnique ou raciale. Ces victimes avaient fait l'objet d'un profilage et avaient été ciblées, mutilées et parfois tuées, alors qu'elles avaient travaillé dans leurs pays d'accueil et avaient énormément contribué à la croissance économique et au développement de ces pays. La délégation du Nigéria condamnait ces actes de violence et d'intimidation et estimait qu'ils étaient essentiellement le résultat de l'incapacité collective à mettre effectivement en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Durban.

37. La lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée était un impératif collectif qui nécessitait le soutien et les contributions de tous les États Membres, si l'on voulait parvenir à une coexistence pacifique à l'échelle mondiale. Il fallait que tous les États Membres œuvrent de concert à tous les niveaux pour lutter contre la montée de la xénophobie et du profilage racial. Il fallait redoubler d'efforts pour lutter contre les formes contemporaines du racisme de plus en plus présentes, en particulier celles qui visaient, entre autres, les personnes d'ascendance africaine, les immigrants et les réfugiés. Les pays actuellement frappés par le racisme croissant devaient prendre la Déclaration et le Programme d'action de Durban au sérieux et veiller à ce qu'ils éclairaient les politiques intérieures.

38. Le Nigéria gardait la volonté de participer de façon constructive aux débats du Comité spécial et appelait à une coopération véritable en vue de combler les lacunes importantes repérées dans le cadre normatif existant et de se pencher sur les réserves à la Convention de certains États parties. Les États pouvaient aussi jouer un rôle important en renforçant les textes de loi existants qui favorisaient l'harmonie sociale.

39. Le représentant de la Libye a souscrit aux déclarations faites par la Tunisie au nom du Groupe des États d'Afrique et par le Pakistan au nom de l'OCI. Il a remercié le Président-Rapporteur pour son travail et a dit que la sagesse et les avis éclairés de celui-ci permettraient au Comité spécial d'obtenir des résultats concrets. Il a souligné l'importance du mandat du Comité spécial, qui était de débattre des normes complémentaires et du cadre de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La Libye était attachée à la lutte contre la discrimination raciale et toutes les autres pratiques racistes et discriminatoires qui visaient les réfugiés et les migrants. L'intervenant a indiqué au Président-Rapporteur qu'il importait de se pencher sur les causes profondes de la migration, parmi lesquelles la pauvreté, en Afrique et ailleurs dans le monde.

III. Débat général et débats thématiques

A. Exposés et débat sur une législation générale contre la discrimination

40. À sa 2^e séance, le Comité spécial s'est penché sur le point 4 de l'ordre du jour. Le Président-Rapporteur a expliqué qu'il avait été impossible de faire venir des experts qui auraient donné des exposés sur la question de la législation générale contre la discrimination, malgré les efforts considérables qui avaient été déployés en ce sens. Par conséquent, les membres du Comité spécial débattaient de ce sujet sans avoir entendu l'avis d'experts. Le Président-Rapporteur a invité les délégations à faire des exposés sur la législation générale contre la discrimination et les cadres législatifs pertinents dans leur pays, et il a remercié la représentante de l'Union européenne pour son exposé qui avait lancé le débat. Aux 2^e et 3^e séances, les représentants de l'Afrique du Sud (qui s'est exprimée au nom du Groupe des États d'Afrique et au nom de son pays), du Brésil, de Cuba, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'État plurinational de Bolivie, de la Jamaïque, du Japon, du Mexique, du Pakistan (qui s'est exprimé au nom de l'OCI et au nom de son pays), de la République bolivarienne du Venezuela, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union européenne ont fait des exposés sur la législation générale contre la discrimination. On trouvera à l'annexe I du présent rapport un résumé de ces exposés et des discussions qui ont suivi.

B. Exposés et débat sur la protection des migrants contre les pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes

41. À ses 4^e et 5^e séances, le Comité spécial s'est penché sur le point 5 de l'ordre du jour. E. Tendayi Achiume, professeur assistant de droit à la faculté de droit de l'Université de Californie à Los Angeles (États-Unis d'Amérique) et chercheur associé au centre africain pour la migration et la société de l'Université du Witwatersrand (Afrique du Sud), Ibrahima Kane de l'Open Society Initiative pour l'Afrique de l'est, Peggy Hicks, Directrice de la Division des activités thématiques, des procédures spéciales et du droit au développement du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), et Kristina Touzenis, de l'Organisation internationale pour les migrations, ont fait des exposés sur la protection des migrants contre les pratiques racistes, discriminatoires et xénophobes. On trouvera à l'annexe I du présent rapport un résumé de ces exposés et des discussions qui ont suivi.

C. Exposés et débat sur la protection des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dans leur propre pays contre le racisme et les pratiques discriminatoires

42. À ses 6^e et 7^e séances, le Comité spécial s'est penché sur le point 6 de l'ordre du jour. Cecilia Bailliet, professeure et Directrice du master en droit international public à l'Université d'Oslo (Norvège), Madeline Garlick, chef de la Section des politiques de protection et de conseils juridiques du Département de la protection internationale au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Krassimir Kanev, Président

du Comité Helsinki de la Bulgarie, et E. Tendayi Achiume, professeur assistant de droit à la faculté de droit de l'Université de Californie à Los Angeles (États-Unis d'Amérique) et chercheur associé au centre africain pour la migration et la société de l'Université du Witwatersrand (Afrique du Sud), ont fait des exposés sur la protection des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dans leur propre pays contre le racisme et les pratiques discriminatoires. On trouvera à l'annexe I du présent rapport un résumé de ces exposés et des discussions qui ont suivi.

D. Débat général et échange de vues, 8^e séance

43. À la 8^e séance du Comité spécial, le Président-Rapporteur a proposé de commencer par des débats généraux et un échange de vues sur le point 4 de l'ordre du jour. Il a invité les participants à faire des observations générales et leur a demandé quelles conclusions pouvaient être tirées à partir des exposés faits par les délégations et du débat mené au titre du point de l'ordre du jour en question. Il a brièvement suspendu la séance, le temps pour les participants de tenir des consultations informelles sur le point 4 de l'ordre du jour et sur le texte du Président, qui avait été distribué à la fin de la 6^e séance.

E. Débat général et échange de vues, 9^e séance

44. À la 9^e séance du Comité spécial, le Président-Rapporteur a proposé de commencer par des débats généraux et un échange de vues sur les points 5 et 6 de l'ordre du jour. Il a rappelé qu'il fallait avancer et convenir d'un ensemble de conclusions et de résultats d'ici à la fin de la session. Il a aussi rappelé que ces conclusions et résultats devaient se fonder sur les exposés que les experts avaient faits devant le Comité spécial et sur les discussions tenues à ce propos au cours de la semaine écoulée. Il a demandé aux membres du Comité spécial de présenter leurs vues et leur analyse.

45. Notant que des exemplaires des présentations des experts étaient aussi disponibles dans la salle, le Président-Rapporteur a brièvement suspendu la séance, le temps pour les membres d'examiner ces documents.

46. La représentante de l'Union européenne a proposé de fusionner les conclusions et recommandations du Comité spécial concernant le point 5 et celles concernant le point 6, sur les migrants et sur les réfugiés, dans la mesure où les deux points de l'ordre du jour concernaient des non-ressortissants, afin d'obtenir un ensemble commun de recommandations.

47. La Représentante permanente de la Jordanie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève a noté que son pays avait toujours insisté sur la différenciation des migrants et des réfugiés, étant donné que des régimes juridiques différents s'appliquaient à ces deux groupes. La représentante de l'Égypte a affirmé qu'il ne fallait pas fusionner les recommandations concernant ces deux groupes étant donné que le droit international traitait différemment les migrants et les réfugiés et qu'il était important de ne pas diluer les obligations des États.

48. La représentante de l'Afrique du Sud a rappelé que les experts avaient évoqué la montée du racisme et de la xénophobie et a dit qu'il faudrait traiter de ce point dans les conclusions.

49. La représentante de l'Égypte a proposé de faire référence à l'islamophobie dans le projet de conclusions et recommandations, notant qu'il fallait qu'il existe une volonté politique de lutter contre certaines des causes profondes des migrations. Le représentant de la Libye a souscrit à la proposition faite par la représentante de l'Égypte.

50. La représentante de l'Union européenne a proposé de prendre comme point de départ pour le débat les recommandations contenues dans l'exposé de M^{me} Hicks, directrice de la Division des activités thématiques, des procédures spéciales et du droit au développement du HCDH.

51. Le Comité spécial a commencé à élaborer le projet de conclusions et recommandations de la session.

F. Débats et échange de vues sur les faits nouveaux, 10^e, 11^e et 12^e séances

52. À la 10^e séance du Comité spécial, le Président-Rapporteur a proposé de tenir un débat sur les faits nouveaux concernant la xénophobie, à partir du texte du Président. Il a rappelé que le Comité spécial lui avait, à sa huitième session, demandé d'élaborer et de présenter un document réunissant les sujets et les questions de fond que le Comité spécial avait examinés au cours de ses sept sessions précédentes et de présenter ses vues sur les éléments de convergence possibles concernant l'élaboration de normes complémentaires. Le Président-Rapporteur a encouragé les membres du Comité spécial à examiner le texte proposé, qui avait été mis à disposition dans la salle à la fin de la 6^e séance et envoyé par courrier électronique aux coordonnateurs régionaux, en vue de faire des recommandations concernant le renforcement de la Convention.

53. À sa 11^e séance, le Comité spécial a poursuivi le débat général et a eu un échange de vues sur les points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour. Après avoir appelé les participants à s'efforcer de trouver un terrain d'entente, le Président-Rapporteur les a invités à faire part de leurs observations et de leurs vues. Le Comité spécial a poursuivi son travail sur le projet de conclusions et recommandations de la session.

54. Le Comité spécial s'est également penché sur le point 9 de l'ordre du jour, concernant la xénophobie, à la lumière du texte du Président. Le Président-Rapporteur a rappelé que ce texte présentait son évaluation personnelle des principaux thèmes et sujets traités au cours des huit sessions précédentes. Le texte du Président contenait des éléments dont le Comité spécial pouvait se servir pour trouver des points de convergence et qui pouvaient lui servir de base, compte tenu de l'adoption de la résolution 71/181 de l'Assemblée générale. Le Président-Rapporteur a ajouté que les membres du Comité spécial devaient analyser le document et construire leur propre interprétation des questions thématiques. Il était loisible aux membres du Comité d'exprimer leurs points de vue.

55. À la 12^e séance du Comité spécial, le Président-Rapporteur a présenté spécialement la partie du texte du Président consacrée à la xénophobie.

56. Le Président-Rapporteur a d'abord rappelé qu'il était expressément reconnu dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban que les différentes manifestations de la xénophobie étaient l'une des principales sources et formes contemporaines de discrimination et de conflit, et que la lutte contre la xénophobie exigeait l'attention et l'intervention urgentes des États et de la communauté internationale, et aussi que, dans sa décision 3/103, le Conseil des droits de l'homme appelait explicitement à l'adoption de nouveaux textes normatifs visant à combattre toutes les formes du racisme contemporain, notamment l'incitation à la haine raciale et religieuse.

57. Le Président-Rapporteur a ensuite énuméré les huit questions ci-après, qui étaient particulièrement importantes selon lui et qui avaient été examinées lors des précédentes sessions du Comité spécial :

a) L'absence d'une définition claire du terme « xénophobie ». Sur ce point, le Président-Rapporteur a évoqué différentes définitions de ce terme, y compris la définition du dictionnaire et celle que M^{me} Hicks avait utilisée dans son exposé au Comité spécial. Il a aussi fait référence à la Décision-cadre de 2008, de l'Union européenne, sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal ;

b) Le fait que les termes « xénophobie » et « racisme », même s'ils étaient parfois utilisés l'un pour l'autre, faisaient référence à deux phénomènes différents ;

c) La nécessité de renforcer les pouvoirs et les procédures de surveillance du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale ;

d) La nécessité de renforcer les mécanismes nationaux ;

- e) La nécessité de l'éducation aux droits de l'homme, de la formation et de la sensibilisation concernant la xénophobie ;
- f) La nécessité de promouvoir le dialogue interculturel et l'éducation à la non-discrimination ;
- g) La nécessité de condamner tous les actes et discours xénophobes ;
- h) La nécessité d'une formation obligatoire aux droits de l'homme sur la xénophobie.

58. La représentante de l'Afrique du Sud a dit apprécier la référence faite à la Déclaration et au Programme d'action de Durban dans le texte du Président. Elle a affirmé qu'aucune argumentation convaincante n'avait été présentée pour la nécessité d'avoir une définition claire du terme « xénophobie », et que cette définition devrait s'inspirer du droit des droits de l'homme et du langage juridique et non pas être tirée du dictionnaire.

59. La représentante de l'Union européenne a dit n'avoir pas encore reçu les observations de tous les membres de son groupe régional à propos du texte du Président. Néanmoins, il fallait éclaircir certains points concernant la Décision-cadre de 2008, de l'Union européenne, sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal. Plus spécialement, l'intervenante a dit que la Décision-cadre ne définissait pas le terme « xénophobie » en tant que tel mais érigeait en infraction certains actes répondant à certains critères (il doit notamment s'agir d'infractions punies par la loi). Ainsi, la Décision-cadre érigeait en infraction le discours haineux mais pas les peurs et points de vue xénophobes. Pour l'élaboration de la Décision-cadre, il avait été tenu compte des instruments existants du droit des droits de l'homme, notamment l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, traitant de la discrimination raciale. Le Comité spécial travaillait sur la question de la xénophobie, et l'absence de définition du terme « xénophobie » ne semblait poser aucun problème de clarté pour ces travaux.

60. Le Président-Rapporteur a suspendu la 12^e séance, le temps pour les participants de tenir des discussions informelles, après lesquelles la séance a repris. Le Comité spécial a ensuite débattu du fait que la discrimination raciale et la xénophobie étaient considérées comme des phénomènes distincts. Il a aussi débattu du traitement des non-ressortissants au sens du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le Président-Rapporteur a demandé si un tableau des traités internationaux, renvoyant aux différentes normes internationales, pourrait être utile pour les travaux du Comité spécial.

61. Le Comité spécial a également débattu des mécanismes nationaux, sujet figurant dans le texte du Président. La représentante de l'Afrique du Sud a affirmé qu'il faudrait prendre comme point de départ le paragraphe 199 du Programme d'action de Durban, qui faisait référence à l'élaboration de normes complémentaires. À cet égard, le renforcement des normes nationales ne serait pas un élément des normes internationales.

62. La représentante de l'Union européenne a dit que le texte du Président semblait évoquer ou envisager la mise en œuvre des normes internationales existantes, notant qu'il existait déjà des normes internationales sur certaines de ces questions.

G. Débat général et échange de vues, 13^e séance

63. À la 13^e séance, le Président-Rapporteur a proposé de poursuivre l'examen des points 9 et 10 de l'ordre du jour à partir du texte du Président.

64. La représentante de l'Union européenne a dit apprécier le texte du Président, qui constituait une proposition approfondie abordant de multiples questions, parmi lesquelles des propositions concernant les obligations qui incombait déjà aux États au titre de la Convention, des propositions de niveau stratégique et des questions portant sur les concepts juridiques. Elle avait transmis le texte du Président aux États membres de l'Union

européenne, mais il était peu probable que toutes les délégations fassent leurs observations et parviennent à une position commune en une semaine.

65. La représentante de l'Afrique du Sud a dit apprécier le texte proposé par le Président-Rapporteur, notant qu'il faisait référence à différents points de l'ordre du jour. Elle a proposé que le Comité spécial n'aborde pas le sujet des mécanismes nationaux, rappelant que, à la séance précédente, il avait été proposé de renvoyer ce sujet au Groupe de travail intergouvernemental chargé de faire des recommandations en vue de l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

66. Le Président-Rapporteur a proposé que la délégation de l'Afrique du Sud et la délégation de l'Union européenne élaborent un texte pour les conclusions des débats du Comité spécial sur le point 10 de l'ordre du jour, concernant les mécanismes nationaux, et le point 9 de l'ordre du jour, concernant la xénophobie, respectivement.

67. Le représentant du Conseil indien sud-américain, s'exprimant au nom du Conseil indien sud-américain et de l'Indigenous Peoples and Nations Coalition, a abordé un problème que ces deux organisations considéraient comme un exemple de discrimination raciale institutionnelle non résolue et qui persistait dans la législation nationale à cause d'une réticence à s'intéresser aux obligations des puissances administrantes et de lacunes s'agissant de l'abolition de la discrimination raciale dans la mise en œuvre de l'article 73 de la Charte des Nations Unies concernant les territoires non autonomes à la lumière de l'article 15 de la Convention. À cet égard, les deux organisations ont proposé que le Comité spécial soit demandé au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale d'examiner la question de la requête commune du Conseil, de la Coalition et de la Fondation Koani, soit transmette leur dossier au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, soit transmette leur dossier, pour examen et pour recevoir des instructions, au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale si nécessaire, soit demande au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale d'adopter une résolution pour combler les lacunes concernant la mise en œuvre de l'article 15 de la Convention.

68. La 13^e séance a été suspendue, le temps pour les participants de tenir des consultations informelles sur l'élaboration d'un texte concernant les points 9 et 10 de l'ordre du jour.

69. À la reprise de la séance, le Président-Rapporteur a poursuivi l'examen du texte du Président et a demandé aux États Membres de faire leurs observations sur la partie de ce texte consacrée aux mécanismes nationaux.

70. La représentante de l'Union européenne a affirmé que les mécanismes nationaux étaient très importants pour sa délégation, et elle a remercié le Président-Rapporteur d'avoir inclus ce sujet dans son texte. Elle a rappelé que les États membres de l'Union européenne avaient déjà mis en place des mécanismes de ce type, et a ajouté que l'article 6 de la Convention prévoyait l'établissement de mécanismes nationaux ; par conséquent, sa délégation estimait qu'il n'y avait aucune lacune à combler à cet égard.

71. Le Comité spécial s'est ensuite penché sur la question des lacunes de procédure s'agissant de la Convention, dont traitait également le texte du Président.

72. La représentante de l'Afrique du Sud a dit que, de son point de vue, il n'était pas nécessaire d'examiner plus en détail, à ce stade, la question des lacunes de procédure.

73. Le Président-Rapporteur a demandé aux délégations si le Comité spécial devait réaffirmer, dans le document final de la neuvième session, les recommandations qui avaient été faites à la session précédente concernant les lacunes de procédure.

74. La représentante de l'Union européenne a noté que, dans sa résolution 34/36, le Conseil des droits de l'homme n'avait pas tenu compte de la recommandation du Comité spécial concernant les lacunes de procédure. Elle a donc proposé de ne pas renouveler cette recommandation. Elle a en outre proposé de formuler une recommandation générale sur le texte du Président, dans laquelle il serait pris acte de l'absence d'éléments nouveaux à examiner depuis la session précédente du Comité spécial.

75. Le Président-Rapporteur a dit que le texte du Président tenait compte des sujets examinés lors des sessions précédentes et résumait ces sujets, afin de permettre au Comité spécial d'avancer dans l'examen de ces points.

H. Débat général et échange de vues, 14^e séance

76. À la 14^e séance, les membres du Comité spécial ont poursuivi l'examen du texte du Président, en s'intéressant plus spécialement au sujet du racisme dans le sport. Le Président-Rapporteur a présenté l'introduction de ce débat, affirmant que la discrimination dans le sport prenait de l'ampleur. Il a souligné le nombre de cas signalés récemment. Il a expliqué que le texte du Président présentait un résumé des discussions tenues précédemment par le Comité spécial et ne contenait aucune information nouvelle. Il a rappelé que la discrimination dans le sport n'était pas plus importante que la discrimination dans un quelconque autre domaine. Il a expliqué que le Comité spécial avait décidé d'approfondir ce sujet essentiellement en raison du grand nombre de cas signalés de racisme dans le sport.

77. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que son pays était vivement préoccupé par la progression constante du néonazisme et du racisme en Ukraine. Il a évoqué à cet égard le comportement raciste des supporters du club de football Dynamo Kiev, le 27 avril 2017, lors d'un match contre le Chakhtar Donetsk, un club comptant plusieurs joueurs d'origine africaine. À la connaissance de la Fédération de Russie, les autorités chargées de l'application de la loi en Ukraine n'avaient pas réagi, et le comportement en question n'avait fait l'objet d'aucune condamnation officielle. L'intervenant a dit que l'on avait déjà signalé des cas de comportement raciste de supporters du Dynamo Kiev, en 2013 et en 2015. Il espérait que le Comité spécial accorderait une attention particulière à l'incident de 2017, ainsi qu'à la montée du racisme, et que, conformément à son mandat, il prendrait des mesures. La Fédération de Russie était disposée à partager les vidéos de l'incident et les documents correspondants avec les délégations intéressées.

78. Le Président-Rapporteur a remercié le représentant de la Fédération de Russie pour sa déclaration et a demandé aux délégations de faire leurs observations. La représentante de l'Afrique du Sud a proposé que le Comité spécial prenne acte des progrès accomplis par le HCDH sur la question du racisme dans le sport et l'encourage à poursuivre son travail à ce propos. Compte tenu de la suggestion faite plus tôt par la représentante de l'Union européenne de présenter une conclusion générale sur le texte du Président, le Président-Rapporteur a suspendu la séance afin de permettre aux participants de tenir des discussions informelles, en vue d'élaborer un texte pour les conclusions et recommandations sur le texte du Président.

79. La séance a ensuite repris. Le Comité spécial a toutefois reconnu qu'il ne serait pas possible de poursuivre la discussion sur le projet de conclusions sur les points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour en l'absence de délégations qui avaient exprimé leurs préoccupations et des points de vue divergents lors des séances précédentes, notamment concernant le lien entre les cadres juridiques internationaux sur les réfugiés et les migrants et le droit international des droits de l'homme. Le Président-Rapporteur a demandé aux délégations d'examiner de près la résolution 71/181 de l'Assemblée générale, en préparation d'un débat approfondi sur cette question à la séance suivante.

I. Débat sur la résolution 71/181 de l'Assemblée générale

80. À sa 15^e séance, le 3 mai, le Comité spécial s'est penché sur le point 14 de l'ordre du jour, la résolution 71/181 de l'Assemblée générale et la résolution 34/36 du Conseil des droits de l'homme qui s'y rapporte.

81. Le Président-Rapporteur a proposé de commencer par un débat sur les questions de procédure liées à la résolution 71/181 de l'Assemblée générale et à la résolution 34/36 du Conseil des droits de l'homme qui s'y rapporte, en vue de préparer la dixième session du Comité spécial. Il a proposé de se concentrer sur les trois points suivants, entre autres :

- a) Travaux préparatoires intersessions conduisant à la dixième session :
 - i) Consultations informelles intersessions entre les membres ;
 - ii) Réunion intersessions des experts ;
 - iii) Lignes du temps.
- b) Rapport du Président-Rapporteur à l'Assemblée générale :
Questions devant figurer dans le rapport du Président-Rapporteur à l'Assemblée générale.
- c) État d'avancement du Comité spécial et sujets restants.

82. La représentante du Brésil a affirmé que sa délégation souhaitait féliciter le Président-Rapporteur pour son rôle moteur au sein du Comité spécial. La délégation brésilienne appréciait tout particulièrement le texte/document proposé par le Président-Rapporteur, qui contenait des éléments riches, bien qu'encore peu développés, qui contribueraient à l'accomplissement de la tâche du Comité spécial. Le Brésil soutenait la résolution 71/181 de l'Assemblée générale et la résolution 34/36 du Conseil des droits de l'homme. Il préconisait une approche progressive, qui passerait par la négociation d'un instrument non contraignant en guise de première étape vers un document plus solide qui serait adopté par la communauté internationale. Le Brésil examinait encore le document du Président-Rapporteur et reconnaissait qu'un important travail préparatoire intersessions serait nécessaire à cet égard.

83. Le Brésil était d'avis que le Comité spécial pouvait débattre de l'incrimination des actes de nature raciste et xénophobe dans le sport, qui semblait être un des domaines faisant consensus au sein du Comité spécial et dans lequel on pouvait obtenir des résultats concrets. Comme c'était écrit dans le texte du Président, le sport pouvait être un vecteur de paix, de compréhension humaine et de développement. Malheureusement, des actes de racisme, de xénophobie et d'intolérance religieuse dans les stades de football et les autres terrains de sport continuaient d'être signalés partout dans le monde. Les discours de haine et les actes racistes et xénophobes dans le sport pouvaient avoir des conséquences tragiques, et entraîner la mort de fans et d'autres personnes innocentes. Les célébrations sportives faisaient passer des messages importants au public. On ne pouvait tolérer l'impunité dans aucun domaine, et encore moins dans ceux qui étaient susceptibles de servir d'amplificateurs d'un comportement contraire à la loi. En luttant contre le racisme dans le sport, on envoyait un message fort contre l'impunité et l'on pouvait donner un exemple pour la société prise au sens large. Le Brésil restait ouvert aux travaux du Comité spécial et continuerait d'y participer.

84. La représentante de l'Union européenne a affirmé que l'Union européenne restait pleinement attachée à l'éradication totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, y compris leurs manifestations contemporaines, ainsi qu'à la promotion et à la protection des droits de l'homme pour tous sans discrimination pour quelque motif que ce soit. L'Union européenne avait pris des mesures juridiques et pratiques pour lutter contre le racisme et la xénophobie, par exemple l'adoption d'un cadre législatif fort et de la Décision-cadre de 2008 obligeant les États membres de l'Union européenne à incriminer certaines formes et expressions du racisme et de la xénophobie.

85. Du point de vue de l'Union européenne, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale – dont tous les États membres de l'Union européenne étaient parties – était, et devait rester, la base de tous les efforts déployés en vue de prévenir, de combattre et d'éradiquer le racisme. L'intervenante a noté que, comme le montrait l'expansion persistante du racisme dans le monde, les efforts visant à la mise en œuvre de la Convention faiblissaient. L'Union européenne considérait donc que le Comité spécial devait continuer de se concentrer sur la mise en œuvre pleine et entière de la Convention, afin de parvenir à éliminer complètement le fléau du racisme, sous toutes ses formes.

86. La délégation de l'Union européenne ne voyait aucun consensus sur le fait que la Convention avait des lacunes, ni aucune preuve de ces lacunes, pas plus que sur le fait que la Convention ne permettait pas de s'attaquer aux formes contemporaines du racisme. De ce fait, l'Union européenne ne soutenait ni la résolution 71/181 de l'Assemblée générale, ni la résolution 34/36 du Conseil des droits de l'homme, ni l'ouverture de négociations sur un protocole additionnel à la Convention qui érigerait en infractions les actes de nature raciste ou xénophobe.

87. Les débats au sein du Comité spécial sur la nécessité d'éventuelles normes complémentaires concernant la Convention étaient toujours en cours. D'autres possibilités, telles que des instruments juridiquement non contraignants, étaient encore à l'étude et pouvaient être examinées plus en détail sur une base de consensus. La lutte mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée concernait tout un chacun dans toutes les régions du monde et était une question sur laquelle la communauté internationale devait être unie. Dans cet esprit, l'Union européenne était et resterait disposée à participer à un dialogue constructif sur la question avec toutes les parties prenantes.

88. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a dit que de nombreuses délégations avaient été incapables d'assister aux réunions lors de la session en cours du Comité spécial à cause d'autres obligations, notamment en rapport avec la vingt-septième session de l'Examen périodique universel. Il faudrait en tenir compte lors de la planification des sessions futures.

89. La République bolivarienne du Venezuela continuait de soutenir fermement les travaux du Comité spécial qui, de son point de vue, était un instrument important pour l'élaboration de normes complémentaires. De nouveaux types de discrimination avaient été signalés, et la délégation de la République bolivarienne du Venezuela était d'avis qu'il fallait s'y attaquer. L'intervenant a remercié le Président-Rapporteur pour le texte du Président et a exprimé le soutien de la République bolivarienne du Venezuela à la résolution 71/181 de l'Assemblée générale et à la résolution 34/36 du Conseil des droits de l'homme qui y a trait. Il a souligné qu'il fallait adopter et accueillir favorablement des normes complémentaires, et a exprimé son soutien au texte du Président. Il n'était pas d'accord avec les délégations qui s'opposaient à l'élaboration de normes complémentaires, et a affirmé que l'adoption de normes complémentaires arrivait fort à propos compte tenu de la progression du racisme, de la discrimination et de la migration. Il appuyait la proposition faite par la représentante du Brésil visant à ce que l'on se penche sur la question du racisme dans le sport.

90. Le représentant du Japon a appuyé la déclaration de la représentante de l'Union européenne selon laquelle il n'était pas nécessaire d'élaborer des normes complémentaires. Il reconnaissait que la mise en œuvre de la Convention était entachée de lacunes importantes et qu'il fallait les combler. Toutefois, de l'avis de la délégation du Japon, l'adoption de normes complémentaires ne serait pas le moyen le plus efficace d'assurer la mise en œuvre de la Convention ; il était préférable de poursuivre les débats en cours.

91. La représentante de l'Afrique du Sud a proposé que le Comité spécial continue de travailler sur les sujets qu'il examinait actuellement, en plus des nouveaux sujets visés dans la résolution 71/181 de l'Assemblée générale et dans la résolution 34/36 du Conseil des droits de l'homme qui y a trait. Le rapport d'activité du Président-Rapporteur à la soixante-douzième session de l'Assemblée générale devait exprimer ses propres points de vue sur les travaux du Comité spécial, et mettre en avant les progrès accomplis et les difficultés rencontrées.

92. Le représentant du Pakistan a remercié le Président-Rapporteur pour sa conduite du Comité spécial. Il appuyait la déclaration du représentant de la République bolivarienne du Venezuela concernant les difficultés que posait la simultanéité des réunions et la nécessité d'éviter, à l'avenir, de planifier des réunions pour les sessions du Comité spécial au même moment que d'autres réunions. Il a pris note de la proposition de la représentante de l'Union européenne de poursuivre le débat sur le racisme et la xénophobie, et aussi de la proposition de la représentante du Brésil de se pencher sur la question du racisme dans le sport. Il s'est aussi félicité des exposés faits par les experts sur ces questions, qui avaient

beaucoup enrichi le débat, et a affirmé que les vues du Président-Rapporteur sur ces questions devaient être exprimées dans le rapport.

93. Le représentant du Pakistan, s'exprimant au nom de l'OCI, a jugé nécessaire de débattre de l'islamophobie. La délégation du Pakistan était disposée à débattre de la discrimination fondée sur n'importe quelle religion, et pas seulement l'islam. Toutefois, l'islamophobie était aujourd'hui la forme la plus répandue de discrimination fondée sur la religion ou la conviction.

94. La représentante du Brésil appuyait la proposition faite par la représentante de l'Afrique du Sud voulant que le Comité spécial se penche sur d'autres sujets en plus de ceux visés dans la résolution 71/181 de l'Assemblée générale et dans la résolution 34/36 du Conseil des droits de l'homme qui y a traité et que le rapport d'activité demandé par l'Assemblée générale traduise les vues du Président-Rapporteur sur les travaux du Comité spécial.

95. Le Président-Rapporteur a résumé les vues exprimées sur la voie à suivre, y compris la proposition selon laquelle le Comité spécial devrait poursuivre les débats sur les sujets en cours parallèlement à ses travaux visant à répondre à la demande formulée dans la résolution 71/181 de l'Assemblée générale et visée dans la résolution 34/36 du Conseil des droits de l'homme qui y a traité. Il a poursuivi en affirmant que le Comité spécial devrait continuer d'organiser des réunions informelles entre les sessions et que des experts devraient être invités à faire des exposés à la dixième session du Comité. Il a pris note du fait que le rapport à la soixante-douzième session de l'Assemblée générale devrait non seulement faire un compte rendu factuel de la neuvième session du Comité spécial mais aussi présenter les vues du Président-Rapporteur sur les progrès accomplis et les difficultés inhérentes aux travaux du Comité spécial de manière générale.

96. Le Président-Rapporteur a demandé aux membres du Comité spécial leurs observations sur le contenu de la demande formulée dans la résolution 71/181 de l'Assemblée générale et visée dans la résolution 34/36 du Conseil des droits de l'homme qui y a traité, notamment concernant les sujets à examiner à la dixième session.

97. La représentante de l'Union européenne a de nouveau souligné la nécessité d'avoir plus de temps pour réfléchir à ces résolutions, y compris sur les questions de procédure. Elle a proposé que le Comité spécial débattenne de la liste de sujets pour la prochaine session pendant la période entre la neuvième session et la dixième session.

98. La représentante de l'Afrique du Sud, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, appuyait la proposition faite par le représentant du Pakistan, qui s'exprimait au nom de l'OCI, concernant l'organisation d'un débat sur l'islamophobie à la prochaine session.

99. La représentante du Mexique a pris note des différentes vues exprimées par les différentes délégations concernant le mandat du Comité spécial. Elle a souligné combien il était important de travailler sur la base d'un consensus. De ce fait, elle soutenait la proposition de la représentante de l'Union européenne visant à l'examen de la liste des sujets pendant la période intersessions, en vue d'arriver à un consensus.

J. Débat général et échange de vues, 16^e et 17^e séances

100. À sa 16^e séance, le Comité spécial a repris la rédaction du projet de conclusions et recommandations de la session.

101. Concernant la liste des sujets à examiner à la dixième session, le Président-Rapporteur a rappelé l'existence du document de travail du Comité spécial intitulé « Liste des sujets examinés à la deuxième session », qui mentionnait plusieurs sujets liés à l'islamophobie, parmi lesquels le sujet n° 1 sur l'appel et l'incitation à la haine raciale, ethnique, nationale et religieuse ; le sujet n° 3 sur la discrimination fondée sur la religion ou la conviction ; le sujet n° 10 sur le dialogue interculturel et interreligieux ; et le sujet n° 17 sur le profilage racial, ethnique et religieux et les mesures de lutte contre le

terrorisme. Le Président-Rapporteur a proposé d'utiliser cette formulation et cette liste de sujets lors de l'établissement de la liste des sujets pour la dixième session.

102. La représentante de l'Union européenne a réaffirmé que le débat sur la liste des sujets devrait être reporté à la période intersessions.

103. Le Président-Rapporteur a rappelé que le Comité spécial avait besoin d'une ligne du temps claire pour structurer le programme de travail de la dixième session.

104. À sa 17^e séance, le Comité spécial a poursuivi les discussions sur le projet de conclusions et recommandations de la session et les membres ont échangé leurs vues sur les différentes questions. La séance a été suspendue pour laisser davantage de temps aux consultations, dans le but de parvenir à un accord.

IV. Adoption du rapport

105. À la 18^e séance, le Comité spécial a repris son débat sur le projet de conclusions et recommandations de la session, en vue d'adopter le texte.

106. Le Président-Rapporteur a fait le point sur les négociations qui s'étaient tenues au cours des séances précédentes de la session en cours du Comité spécial, ainsi qu'au cours des réunions informelles, et il a précisé que les membres du Comité spécial ne s'étaient pas mis d'accord sur la question de savoir si le sujet des pratiques islamophobes devait être inclus dans les conclusions et recommandations ou exclu de celles-ci. Étant donné que la question de l'inclusion d'un texte visant l'islamophobie et les pratiques islamophobes était évoquée dans les paragraphes de l'introduction et les paragraphes du projet de texte qui traitaient des migrants et des réfugiés, le Président-Rapporteur a proposé de supprimer ces paragraphes des conclusions et recommandations et d'adopter uniquement les paragraphes qui donnaient l'orientation à prendre à la session suivante et qui donnaient des indications sur la façon de mener les travaux à cet égard. Le Président-Rapporteur a proposé le texte ci-après pour adoption par le Comité spécial :

« Le Comité a pris note du texte du Président pour faire progresser les travaux du Comité spécial sur l'élaboration de normes complémentaires à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et a décidé de poursuivre son examen.

Le Comité s'est penché sur la résolution 71/181 de l'Assemblée générale et a décidé de poursuivre les consultations pendant la période intersessions. ».

107. La représentante de l'Égypte a remercié le Président-Rapporteur d'essayer d'aider le Comité spécial à trouver un consensus sur le texte à adopter dans les conclusions et recommandations de la session. Elle s'est opposée à la proposition du Président-Rapporteur de supprimer des conclusions et recommandations du Comité spécial les références à l'islamophobie et les paragraphes traitant des migrants et des réfugiés, et a expliqué que ces points étaient extrêmement importants pour sa délégation. L'islamophobie était non seulement un problème contemporain, mais le terme lui-même avait aussi déjà fait consensus dans le contexte de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et cette question relevait donc du mandat du Comité spécial. L'intervenante a dit regretter l'absence de consensus, au sein du Comité spécial, sur la question des pratiques islamophobes et le fait que les conclusions et recommandations ne traduiraient pas parfaitement les débats tenus à la neuvième session du Comité spécial.

108. La Représentante permanente de la Jordanie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève a appuyé la proposition du Président-Rapporteur de supprimer les paragraphes qui traitaient des migrants et des réfugiés. Elle soutenait toutefois la proposition faite par la représentante de l'Égypte visant à l'inclusion de la question de l'islamophobie dans les conclusions et recommandations de la neuvième session. La représentante du Bangladesh a souscrit aux déclarations de la représentante de l'Égypte et de la Représentante permanente de la Jordanie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève.

109. Le Président-Rapporteur a précisé sa proposition, en expliquant qu'il avait proposé de supprimer les paragraphes sur les migrants et les réfugiés parce que les membres du Comité spécial ne parvenaient pas à trouver un accord sur la question de savoir si l'islamophobie devait être évoquée dans ces paragraphes. Il était donc très peu probable que le Comité spécial accepte d'évoquer l'islamophobie tout en supprimant les paragraphes sur les migrants et les réfugiés. Le Président-Rapporteur a toutefois de nouveau insisté sur le fait que le Comité spécial devait adopter des conclusions qui donnent des indications sur ses travaux futurs.

110. Le représentant de la Malaisie a pris la parole pour souscrire aux déclarations faites par les représentantes de l'Égypte, du Bangladesh et de la Jordanie sur l'importance d'évoquer l'islamophobie dans les conclusions et recommandations de la neuvième session. Étant donné que l'islamophobie était un phénomène mondial, le Comité spécial devrait réfléchir à ce problème, notamment en l'évoquant dans ses conclusions et recommandations.

111. La représentante de l'Union européenne a affirmé que l'on ne s'était jamais mis d'accord, à aucun moment des négociations, sur la proposition d'évoquer l'islamophobie dans les conclusions du Comité spécial, et que l'on ne pouvait donc pas inclure ces références dans le projet de document de la neuvième session. Elle a rappelé avoir proposé un compromis qui consistait à utiliser le libellé approuvé tiré de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, qui appelait tous les acteurs à respecter les droits de l'homme des migrants et des réfugiés. Il était particulièrement regrettable que le Comité spécial ne soit pas parvenu à un consensus sur ce point et qu'il ne puisse peut-être pas adopter des conclusions et recommandations pour la neuvième session.

112. Le représentant du Pakistan, s'exprimant au nom de l'OCI, a fait remarquer que le Comité spécial avait fait un excellent travail de rédaction des conclusions et recommandations pendant la session en cours et que le fait de ne pas les adopter serait une grande perte. Comme les représentants de l'Égypte, du Bangladesh et de la Malaisie et la Représentante permanente de la Jordanie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève l'avaient déjà dit, l'islamophobie était depuis toujours une question importante pour l'OCI, mais elle prenait aujourd'hui un caractère d'urgence en raison de la montée des pratiques islamophobes constatée partout dans le monde. L'OCI avait participé aux travaux du Comité spécial de façon proactive et positive depuis sa création ; elle avait soutenu le mandat du Comité spécial et avait œuvré de façon constructive en vue de repérer et d'analyser les lacunes de la Convention. Il avait été débattu de l'islamophobie pendant la neuvième session. Les exposés des experts avaient permis de mettre en lumière des lacunes concernant la xénophobie, le racisme dans le sport et l'islamophobie. Le Comité spécial était parvenu, au cours de sessions précédentes, à arrêter des conclusions sur les deux premières de ces questions, mais pas concernant la troisième. Enfin, l'intervenant a insisté sur le fait que la Déclaration de Durban visait l'islamophobie. L'OCI était disposée à envisager n'importe quel libellé – y compris des références à d'autres religions et le libellé tiré de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants – à condition que l'on fasse explicitement référence à l'islamophobie ou aux pratiques islamophobes.

113. Le Président-Rapporteur a demandé aux membres du Comité spécial de se concentrer sur les paragraphes qui avaient déjà fait consensus, de sorte que le Comité spécial puisse adopter les conclusions et recommandations de la session.

114. La représentante de l'Égypte a de nouveau dit que sa délégation refusait de supprimer les paragraphes qui traitaient des migrants et des réfugiés. L'absence de consensus concernait uniquement l'inclusion de références à l'islamophobie, et il serait donc regrettable de supprimer des conclusions ces paragraphes sur les migrants et les réfugiés.

115. Le représentant de l'Azerbaïdjan a pris la parole pour souscrire aux déclarations faites par les représentants de l'Égypte, du Bangladesh, de la Malaisie et du Pakistan et la Représentante permanente de la Jordanie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève au nom de l'OCI sur l'importance d'évoquer l'islamophobie dans les conclusions et recommandations du Comité spécial.

116. Le Président-Rapporteur et la représentante de l'Afrique du Sud ont exprimé leur préoccupation quant au fait qu'aucun accord ne serait trouvé à la neuvième session, étant donné que tous les arguments et textes proposés avaient déjà été examinés longuement au cours des séances et réunions informelles précédentes et qu'aucun accord n'avait été trouvé.

117. Le représentant du Pakistan a demandé que la séance soit suspendue brièvement afin de permettre la tenue de consultations supplémentaires, après quoi la séance a repris.

118. Le représentant du Pakistan, s'exprimant au nom de l'OCI, a proposé que les paragraphes sur le texte du Président et la résolution 71/181 de l'Assemblée générale, qui étaient les deux paragraphes proposés auparavant par le Président-Rapporteur en tant que conclusions du Comité spécial, soient conservés et présentés dans le rapport comme les conclusions et recommandations du Président-Rapporteur.

119. Le Président-Rapporteur a noté qu'une reformulation était nécessaire si l'on voulait inclure ces deux paragraphes dans le rapport comme des éléments des conclusions et recommandations, et il a demandé aux représentants de proposer un libellé approuvé.

120. La représentante de l'Égypte a pris la parole pour clarifier la proposition de l'OCI, précisant que l'objectif était seulement d'avoir quelques indications pour la future session du Comité spécial ; le Comité spécial n'avait pas besoin d'adopter le texte des conclusions ou recommandations du Président-Rapporteur. La représentante de l'Afrique du Sud a également suggéré que le Comité spécial ne commence pas des négociations à ce stade.

121. Le Comité a décidé de ne pas adopter de conclusions et recommandations pour la neuvième session.

122. Le Président-Rapporteur a invité les participants à faire des déclarations finales d'ordre général.

123. Le représentant du Conseil indien sud-américain a pris la parole pour lire la conclusion et la recommandation qu'il avait élaborées pour le Comité spécial, proposant que le Comité spécial conclue que les origines historiques des doctrines de supériorité et de discrimination raciale dans les décisions des instances supérieures persistaient en droit, dans la législation et dans les politiques en conséquence du refus d'abolir les lois et politiques discriminatoires dans l'administration et la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Des lacunes de procédure empêchaient le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale d'examiner des situations de discrimination et de faire des recommandations aux organismes compétents des Nations Unies, conformément à l'article 15 et aux normes internationales antérieures à l'adoption de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. L'intervenant a en outre proposé que le Comité spécial recommande le réexamen des procédures du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en vue de repérer les lacunes et de permettre au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de suivre ses propres procédures pour la transmission des requêtes à l'organisme compétent des Nations Unies pour examen, conformément à l'article 15 de la Convention. L'intervenant a ajouté qu'il présentait cette recommandation afin d'insister sur l'existence de lacunes de procédure dans la Convention.

124. La représentante de l'Afrique du Sud, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, a remercié le Président-Rapporteur et tous les membres du Comité spécial et a réaffirmé le point de vue du Groupe des États d'Afrique selon lequel il était important que le Comité spécial commence à réfléchir aux questions de l'antisémitisme, de la xénophobie, de l'islamophobie et des attaques racistes sur Internet, et cherche à combler les lacunes de la Convention concernant ces sujets.

125. La représentante de l'Union européenne a exprimé sa reconnaissance à tous et a souligné l'importance des discussions sur les questions de la migration et des réfugiés, et aussi des échanges entre les délégations, notamment sur les mécanismes nationaux.

126. Le représentant du Pakistan, prenant la parole au nom de l'OCI, a exprimé sa reconnaissance sincère et a remercié les autres délégations et les experts pour la grande qualité des débats tenus pendant la session en cours. Il a affirmé que l'OCI continuerait de participer de façon positive et constructive aux travaux du Comité spécial.

127. La représentante de l'Égypte s'est jointe aux autres délégations pour exprimer sa reconnaissance à tous. Elle a noté que ces débats étaient très importants et a dit regretter que le Comité spécial n'ait pas été en mesure d'adopter des conclusions et recommandations pour la session en cours.

128. Dans ses observations finales, le Président-Rapporteur a remercié les membres du Comité spécial pour leur coopération et leurs contributions au débat et a clos la séance.

129. Le rapport de la neuvième session a été adopté *ad referendum*, étant entendu que les délégations communiqueraient par écrit au secrétariat le 19 mai 2017 au plus tard toute correction d'ordre technique à apporter à leurs interventions.

Annexe I

[Anglais seulement]

Summaries of the expert presentations and initial discussions on the agenda topics

Comprehensive anti-discrimination legislation

At the second meeting on 24 April, the Ad Hoc Committee considered agenda item 4. The Chair-Rapporteur explained that while many experts on this topic had been approached, it had not been possible to secure experts to make presentations on the topic of comprehensive anti-discrimination legislation. As such, the Ad Hoc Committee members would discuss the topic without the input of experts. He asked delegations to volunteer to make presentations on comprehensive anti-discrimination legislation and relevant legislative frameworks in their respective countries, and thanked the European Union for initiating the discussions with its presentation. During the second and third meetings, the representatives of Brazil, the Plurinational State of Bolivia, Cuba, Egypt, the European Union, Jamaica, Japan, Mexico, Pakistan (speaking on behalf of the Organization of Islamic Cooperation and in a national capacity), South Africa (speaking on behalf of the African Group and in a national capacity), Spain, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Bolivarian Republic of Venezuela made presentations on the topic of comprehensive anti-discrimination legislation. A summary of these presentations and the discussion with the participants that followed is provided in annex I to the present report.

The representative of the European Union welcomed the inclusion of a discussion on comprehensive anti-discrimination legislation in the programme of work. The European Union firmly believed that the adoption of a comprehensive anti-discrimination legislation was crucial to fight discrimination in all forms and strongly supported the adoption of a holistic and integrated approach, capable of providing effective protection, also bearing in mind cases of multiple and intersecting forms of discrimination.

As enshrined in its treaties, the European Union is founded on the values of equality, non-discrimination and tolerance and, in implementing its policies and activities, the European Union aimed to fight discrimination based on sex, racial or ethnic origin, religion or belief, disability, age or sexual orientation. The European Union's commitment to the principle of non-discrimination is further reiterated in Article 21 of the Charter of Fundamental Rights of the European Union, which has acquired the same legal values of the Treaties since the entry into force of the Lisbon Treaty in 2009. Moreover, the prohibition of discrimination is strengthened by Article 14 of the European Convention on Human Rights.

The representative stated that the promotion of equality and non-discrimination had been a core element of the European Union's goals, legislation and institutions from its early days. The Treaties of Rome signed in 1957, provided the competence to develop the first Equality Directives: the Equal Pay Directive of 1975 and the Equal Treatment Directive of 1976, which prohibited discrimination on grounds of gender in access to employment, vocational training and promotion, and working conditions.

The Treaty of Amsterdam of 1997, which introduced a specific European Union competence to combat discrimination on a wide range of grounds, gave new impetus to the development of an EU anti-discrimination legislative framework.

The adoption of two fundamental European Union Directives in the fight against discrimination: the Racial Equality and the Employment Equality Directives, both adopted in 2000, were major achievements. The two ground-breaking Directives prohibit discrimination on grounds of racial or ethnic origin, religion or belief, disability, age and sexual orientation, and provide protection in key areas of life, such as employment, education, social security, healthcare, access to and supply of goods and services. Both

instruments provide for the obligation to ensure the availability of judicial remedies to victims and also provide grounds for taking positive actions to promote equality.

In 2008, the adoption of the Framework Decision on combating racism and xenophobia by means of criminal law set common European Union standards to ensure that racist and xenophobic offences are sanctioned in all Member States by a minimum level of effective, proportionate and dissuasive criminal penalties. These instruments, together with the Victim's Rights Directive, the Audiovisual Media Services Directive and other relevant legislation, establish a comprehensive and advanced European Union anti-discrimination legal framework.

The European Union institutions are strongly focused on the fight against discrimination, racism and xenophobia. The European Commission, which is primarily tasked with the mandate of ensuring the correct legal transposition, implementation and enforcement of the existing legislative instruments, also encourages the exchange of good practices between the European Union Member States. To this end, the Commission established an Expert Group on non-discrimination in 2008 and an Expert Group on racism and xenophobia in 2009. In addition, the European Union Fundamental Rights Agency, established in 2007, plays a crucial role in collecting, analysing and disseminating objective and comparable data on racism, xenophobia, anti-Semitism, Islamophobia and other forms of intolerance and in providing independent and evidence-based policy guidance on equality and non-discrimination to the European Union institutions and the Member States. The Agency assists the Member States in designing and implementing relevant measures to combat hate crime in the framework of the Working Party on Hate Crime, set up in 2014.

The European Union's commitment to the fight against discrimination and inequality is further strengthened by its continuous engagement with the Council of Europe. The representative said that the European Union actively participates in the European Commission against Racism and Intolerance as an observer, and cooperates with the Council of Europe through numerous Joint Programmes addressing different aspects of discrimination. The European Union firmly believed in the relevance of developing comprehensive anti-discrimination legislation and would continue to engage in the promotion of equality and non-discrimination.

The representative of Spain shared the main elements of the legal framework established by Spain to combat all forms of discrimination, including racial discrimination. Spain was committed to combating racism, racial discrimination, xenophobia and all related intolerance and considered that the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, has great potential to face these challenges of the international community and must be fully implemented.

The representative described the Spanish framework, explaining that it offered comprehensive protection against any kind of discrimination (and this notwithstanding the legal framework of the European Union which has already been described by the Delegation of the European Union and which is fully applied in Spain).

Spain is a party to the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, ratifying it in 1969, when it entered into force in the country. Its provisions have since become part of the Spanish legal system. Several articles of the Spanish Constitution are relevant; in addition to articles 9.2 and 10, which make direct constitutional reference to international human rights standards, article 14 states that "Spaniards are equal before the law without any discrimination whatsoever prevailing. Race, sex, religion, opinion or any other personal or social condition or circumstance" (Article 14). Although this provision refers to the Spaniards, the previous article (13.1) states that "foreigners shall enjoy in Spain the public liberties guaranteed by this title in the terms established by treaties and the law".

The Law on the Rights and Freedoms of Foreigners in Spain and its Social Integration (LO 4/2000, of 11 January), with its successive reforms, developed the constitutional mandate established in Article 13.1 of the Constitution and combined it with the international commitments undertaken by Spain, especially as a member country of the European Union. This law established in its art. 3.2 that the norms concerning the fundamental rights of foreigners will be interpreted in accordance with the Universal

Declaration of Human Rights and with the international treaties and agreements on the same matters in force in Spain, without the possibility of claiming the profession of religious beliefs or ideological convictions or cultural diversity to justify the performance of acts or conduct contrary to them. Article 23 includes in its first paragraph the definition of discrimination: “any act that directly or indirectly leads to a distinction, exclusion, restriction or preference against an alien based on race, colour, descent or national or ethnic origin, religious beliefs and practices, and which has the purpose or effect of destroying or limiting the recognition or exercise, on an equal basis, of human rights and fundamental freedoms in the political, economic, social or cultural field”. Section 2 specifies various categories of acts that are considered to be discriminatory. Article 24 guarantees judicial protection against any discriminatory practice and also establishes in this Act sanctioning provisions.

In addition, the Law against Violence, Racism, Xenophobia and Intolerance in Sport, 19/2007, of July 11, contemplates a set of measures aimed at the eradication of these practices, establishing a sanctioning regime as well as a regime discipline against such manifestations.

The Spanish Criminal Code contemplates a wide catalogue of prohibited behaviours intended to eradicate racism and xenophobia. The current Penal Code increased the scope of punishment for actions relating to racial discrimination.

Finally, in Spain there is a particular emphasis on the adoption of operational measures to make legal equality a reality. The National and Integral Strategy to combat racism and xenophobia, is the main instrument of action in this area, as well as the Strategic Plan for Citizenship and Integration or the National Strategy for Inclusion Social Situation of the Roma Population 2012–2020. The Council for the Elimination of Racial or Ethnic Discrimination has been created and the elaboration of a mapping of discrimination in Spain to ascertain perceptions of society and the potential victims of discrimination, as well as discriminatory practices and the main empirical data of discrimination in Spain to improve the development of anti-discrimination policies is taking place. There are also measures for the improvement of systems of analysis, information and criminal legal action on qualitative and quantitative data on racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance, aimed at a better understanding of these phenomena.

Training courses of security forces and bodies in the identification and registration of racist or xenophobic incidents, and the publication of an annual report on hate crimes in Spain, intended to improve monitoring have been undertaken. The creation of the post of Deputy Prosecutor of the Attorney General of the State for Criminal Protection of Equality and against Discrimination, as well as specialized prosecutors in all the autonomous communities is another development. The Penal Code was reformed in 2015 to review and improve the regulation of hate speech and violence against groups or minorities. Penalties had been increased and new cases of hate crimes were being catalogued. The preventive role played by the Network of Offices for the Care of Victims of Discrimination of the Council for the Elimination of Racial or Ethnic Discrimination was also highlighted.

The representative of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland also made an intervention. He stated that the United Kingdom is a multi-ethnic and multi-faith country, and has long been a country of inward and outward migration. It is now a very diverse society. Notwithstanding this progress by communities of ethnic minorities in business, sport, arts, Government and Parliament, there is further to go. The Government of the United Kingdom wants to create a genuine opportunity country, where ethnic origin and background are not allowed to become a barrier to advancement.

He noted that 2015 marked not only the fiftieth anniversary of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination but also the fiftieth anniversary of the first piece of domestic legislation against racial discrimination, the Race Relations Act 1965. This historic legislation opened the way to all subsequent equalities legislation, which protects all individuals from direct and indirect discrimination, victimisation and harassment in employment, in the provision of goods and services, and in public functions. Domestic equalities legislation is now contained within a single equality act, which covers nine protected grounds, including race. The Equality Act also places a

positive duty on public bodies to give due regard to the need to eliminate discrimination and promote equality of opportunity and good relations in their public functions.

He stated that while the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is proud of its equalities legislation, legislation alone is not enough. The Government has set out a series of goals to improve opportunities for black and minority ethnic people.

A review of the criminal justice system in England and Wales is taking place to investigate bias against black defendants and other ethnic minorities, reporting later 2017. With significant overrepresentation of black, Asian and minority ethnic individuals in the criminal justice system, the review will consider their treatment and outcomes to identify and help tackle potential bias and prejudice. Universities are being required to publish admissions and retention data by gender, ethnic background and socioeconomic class. The intention is to enshrine the duty in legislation. Under the proposal, universities will have a new ‘transparency duty’, part of a drive to highlight those institutions failing to improve access.

The representative stated that the Government is clear that hate crime of any kind, directed against community, race or religion, has no place in British society. In 2016, the Government published a new hate Crime Action Plan, which set out how the Government will tackle this divisive crime. Together, three government ministries, the Home office, the Ministry of Justice, and the Department for Communities and Local Government, are working together to prevent hate crime, support victims and prosecute the perpetrators.

He noted that it has been an important objective of Government policy for several years to raise awareness of hate crime and to encourage reporting. It is possible that the increase in reporting is a result of greater knowledge about hate crime overall, increased reporting of the topic in the media, and greater confidence in the value of reporting it. Recent reports of hate crime have been taken very seriously, by Government and all parts of civil society.

The Chair-Rapporteur thanked the three delegations for their presentations under item 4, and invited the Committee for additional interventions and comments on the topic.

The representative of Pakistan, speaking on behalf of the Organization of Islamic Cooperation (OIC) noted steps had been taken by OIC countries to address the contemporary manifestations of racism, racial discrimination, xenophobia and religious intolerance. He stated that OIC countries were multicultural and multi-ethnic. It was leading on the Human Rights council resolution 16/18 on “Combating intolerance, negative stereotyping, stigmatization, discrimination, incitement to violence and violence against persons, based on religion or belief” and its implementation through the Istanbul process as a ways and means to address issues of religious intolerance around the world. Pakistan made additional remarks in its national capacity stating that the Constitution of Pakistan and various specific legislation provided protection in respect of discrimination and religious belief, and that Pakistan had a National Action Plan as well. The representative inquired about how to proceed with the topic of comprehensive anti-discrimination legislation, and how it was related to the Ad Hoc Committee’s work and mandate.

The representative of South Africa inquired about the agenda item on comprehensive anti-discrimination legislation, noting that while its delegation would be pleased to hear about national legislation; however, inquiring how it assisted the work of the Ad Hoc Committee. The representative asked whether elements from the European Union Framework decision of 2008 would be helpful to the work of the Ad Hoc Committee.

The Chair-Rapporteur raised the question of the legal status of the European Union Framework decision 2008, to which the representative of the European Union explained that the Framework must be transformed into the domestic framework to ensure uniformity in all twenty-eight Member States. She added that there was no explicit definition of racism or xenophobia in those decisions, and that rather the link should be made between the mandate of the Ad Hoc Committee and the ICERD and the general recommendations of the

CERD Committee. With regard to hate speech, motivation based on hatred could be an aggravating element in jurisdictions.

The representative of South Africa stated that it was not advisable for the Committee to delay progress in its work by legal definitions, noting that racism was not defined in the ICERD either, and yet its meaning was understood. Committee discussions on the possible threshold for standards of conduct (for example, “grave” or “aggravated”) would be of greater benefit.

The representative of Spain stated that the present tools and instruments were sufficient and that national level laws and actions should be directed to provide protection to victims. He noted that the current criminal law regime already provides a proportional and appropriate response to these phenomena.

The representative of Pakistan, speaking on behalf of OIC noted current legislation being enacted around the world relating to hate speech and border management, with implications for racial and religious profiling. He questioned whether there was legislation in place in various jurisdictions against racial and religious profiling, and stated that it would be interesting to hear and share comparative legislative experiences in this area, particularly relating to Islamophobia, negative stereotyping, and border management issues.

At its 3rd meeting on 25 April, the Ad Hoc Committee continued its consideration of anti-discrimination legislation under item 4.

The representative of South Africa delivered a statement on behalf of the African Group. She stated that the struggle for the decolonisation of Africa and the right to self-determination and independence, starting from the founding of the Organisation of African Unity (OAU) in 1963 of the African Union, has been preoccupied with human rights. The fight for the liberation and independence from colonialism and apartheid was an anti-racial discrimination struggle. When the continent of Africa waged the struggle against colonialism and apartheid, it waged war against racism, which is deeply embedded within the universal human experience and the contemporary global village in which all people lived. The anti-discrimination discourse could not be divorced from the continent's historical context, particularly when it is understood that the struggle for human rights and the establishment of a human rights system are products of a concrete social struggle.

It was for this reason that the Constitutive Act of the AU — including, amongst others, (a) the Charter on Human and People's Rights; (b) the Protocol on the Peace and Security Council; (c) Protocol on the Rights of Women; and (d) African Youth Charter — has further made non-discrimination an explicit part of its mandate, and mainstreamed human rights in all its activities and programmes.

The representative stated that when the United Nations member states gathered in Durban in 2001, it was because the international community came to a realization that despite the end of colonialism and apartheid, racism and sexism have not been quietened and it did indeed exist. There was also further realization that contemporary manifestation/s of racism, including xenophobia, anti-Semitism, Islamophobia and expressions of racism through cyber space. Race and gender continued to define the actual living spaces that billions of human beings occupy. They dictated the boundaries that frustrate the translation into reality of the noble concepts that people are born equal. Paragraph 199 of the Durban Programme of Action was indication that Member States of the United Nations agree and uphold the view that racism must be defeated. In this context, the African Group recommended that the draft protocol on xenophobia should recognise that racism and xenophobia constitute a threat against persons, and groups of persons, which are a target of such behaviour. The protocol should therefore be aimed at criminalising grave violations and abuses. The Committee needed to recognise that combating racism and xenophobia required various kinds of measures in a comprehensive framework.

The representative of India stated that his delegation firmly believed that the racism and racial discrimination are the most pervasive acts often leading to serious violation of human rights.

He shared some of the existing anti-discriminatory laws and policy in India. The representative cited the legal provisions and mechanism enshrined in our Constitution that

provide an overall framework to achieve equality of opportunity to all its citizens and persons alike. Articles 14, 15, 16 and 18 of the Constitution of India are some of the key provisions that assure non-discrimination. Article 14 of Constitution of India states: “The State shall not deny to any person equality before the law and equal protection of laws within the territory of India.” Article 15 (1) says, “The State shall not discriminate against any citizen on grounds of religion, race, sex, place of birth or any of them”. Again Article 16 (1) says, “There shall be equality of opportunity of all citizens in matters relating to employment of appointment to any office under the State”.

India had in the context of private sector employment, a comprehensive action plan that would address discrimination and harassment at the work place. The Indian judiciary over the years, had taken a pro-active approach to protect employees in the instances of discrimination and harassment by any employer. At workplaces, most employers comprehensively cover all general discrimination and harassment issues as part of their internal policies. To name specific legislation in this regard is: Sexual Harassment of Women at Workplace Act, 2013 (SHWW Act) which is a notable statute that would ensure non-discrimination and protect women from being harassed at workplace. Many private workplaces had already ensured as a matter of their internal policy, a free and fair access to their employees having disabilities. In a recent decision of the Indian judiciary, it has been noted that a company has duty to treat all persons with disabilities with dignity and respect, and any discrimination against or harassment of such persons with disabilities shall result in a fine imposed on or other action being taken against the company.

India was one of the earliest countries to sign and ratify the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination. The representative stated that India practices dualism, and with extensive constitutional provisions and other legislation in place, India can fully ensure and guarantee the effective implementation of our international obligations under ICERD.

Like many other countries, India also recognized the significance of the Durban Declaration and Programme of Action (DDPA). A notable achievement by the international community aimed at developing international standards to strengthen and update international instruments against racism, racial discrimination and xenophobia in all its aspects. In fact, the Durban Declaration explicitly calls upon States to design, implement and enforce effective measures to eliminate this phenomenon. As mentioned earlier by other representatives, paragraph 199 of the Durban Programme of Action mandates us to elaborate some complementary standards that would address the concerns of racism, racial discrimination and xenophobia.

He commented that neither the Indian constitution nor any specific legislation defines the meaning and scope of xenophobia, and that India was keen to listen to others where some of these complex terms have been defined in their respective national legislation.

The representative of Egypt shared the country’s experience in the field of combatting discrimination. In 2014, a new constitution had been enacted that prohibited all forms of discrimination. Discrimination was consequently a crime that was punished by law. Egypt had established an independent commission that dealt with discrimination and several laws new laws had been enacted in order to address these phenomena. The representative also stated that Egypt had also launched several programmes against discrimination, often in cooperation with national human rights institution and civil society. These programmes covered for example, the housing sector. The national human rights institution was also in charge of studying complaints received from victims of discrimination. In addition, all ministries had installed focal points for women and people with disabilities. At the international level, Egypt noted that it was concerned about the rise of racism and discrimination, and expressed its hope that a draft protocol would address those matters.

The representative of Cuba gave a presentation on existing anti-discrimination legislation in the country, noting that current legislation that prohibited discrimination. The representative cited articles of the Constitution prohibiting discrimination, in particular Chapter VI, Article 14 which provides that all citizens had the same rights and

responsibilities and Article 42 that specifically prohibited racial and other forms of discrimination. Based on Article 42 of the Constitution, the criminal code had (among others) the objective to protect society, the social, political, economic and state order. The labour code (Law 116) in its article 2 the fundamental labour rights principles, which expressly prohibit discrimination in the work place based on skin colour, gender, religious beliefs, sexual orientation, territorial origin, disability, etc. Cuba was now engaged in drafting a multi-sectorial policy, in order to eliminate the vestiges of racial discrimination. He also noted national reform efforts aimed at reviewing policies and existing laws. Changes would, in particular, be introduced in the educational system and a programme on African origins might be introduced. Further efforts would focus on special education programmes directed at education and law enforcement on discriminatory practices, and diversifying the public debate. The delegate then referred to additional legislation prohibiting and preventing racial discrimination in Cuba, including national legislation that prohibits the promotion of ideas or theories of superiority of one race or group of persons of one colour or ethnic origin, which attempt to justify or promote racial hatred and discrimination.

The representative of Mexico gave a summary of its national-level experiences, noting that Mexico rejected any form of discrimination and legislation prohibited all forms of discrimination, and that xenophobia was criminalized under that legislation. Mexico's federal act contained measures prohibiting discrimination and listed the grounds of discrimination. Mexico had also established a national council tasked with the prevention of discrimination. That body was also responsible for measures of affirmative action and for monitoring the implementation of such measures. In addition, it was called upon to mediate in racial discrimination cases. The representative recalled that those amendments to the criminal code being planned in her country, had been shared with the Committee during its seventh session.

The representative of the Bolivarian Republic of Venezuela noted that the Venezuelan constitution incorporated the principle of non-discrimination. In addition, the country had enacted a number of laws, including the law against racism that was implemented in 2011, dealing with discrimination on a wide range of grounds. Article 10 of the law contained a definition of xenophobia, as well as definitions of racial discrimination, ethnic origin, national origin, vulnerable groups, cultural diversity, racism and "endo-racism." In compliance with the law, the Bolivarian Republic of Venezuela created the National Institute against Racial Discrimination, following the guidance provided in the Durban Declaration and Programme of Action. The focus of Venezuelan legislation was to provide protection to social groups that were considered vulnerable, including people of African descent. Specific measures were contained in the 2013–2019 "Plan de la Patria" and the "Plan de Derechos Humanos" that were being implemented in the period 2015–2019. A number of laws were sector specific, focusing for example on the work force and corporate social responsibility law that providing penalties for television and radio broadcasters for any emission that incites hatred and intolerance for religious, political, gender, racist or xenophobic reasons, as well as any other form of discrimination. The law contemplates administrative sanctions for television broadcasters, radio stations and electronic media that commit these offences. The representative reaffirmed his country's support for the need to draft complementary standards to ICERD.

The representative of Japan stated that the constitution of the country stipulated that all people were equal under the law and there should be no discrimination based on political, economic or social status or family origin. Based on the constitution and relevant laws, Japan had been fighting various forms of discrimination and had been striving to realize a society without any form of racial or ethnic discrimination. Japan had hoped that the Committee would have future oriented discussions in order to come up with practical and effective measures against racism. According to Japan, official statistics reflected that the 2,282,822 foreigners from 190 countries living in Japan at the end of 2016, were being protected by anti-racism legislation.

Speaking in her national capacity, the representative of South Africa stated that the ICERD and the DDPA affirmed the necessity of eliminating racial discrimination throughout the world in all its forms and manifestations. The ultimate intention of all these

efforts was to ensure the respect and dignity of the human person and to promote the observance of human rights for all persons regardless of race, sex, language or religion. Efforts towards the total elimination of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance had a special significance for South Africa, given the country's tragic history of injustice, dispossession and inequality. The representative further explained that apartheid affected each and every part of a person's life — where they were allowed to live, whom they could marry, who they could associate with, which government services, if any, they could access. Dismantling the edifice of apartheid involved much more than the repeal of apartheid legislation and its replacement with legislation based on equality and the rule of law. The achievement of substantive equality required a much more determined effort. It required not only political will, but also dedicated resources. It required building new institutions to support constitutional democracy. It required the progressive realization of socioeconomic rights for all our people. Policy formulation in this environment required the careful balancing of interests — with the goal of enhancing the dignity of all of our people whose everyday lived experiences still, in many ways, reflect the legacy of apartheid.

The work of the Government of South Africa was directed towards redressing the inequalities of the past, the representative said. The Constitution of South Africa formed the basis of the country's social compact. Through the constitution, the country sought to heal the divisions of the past and establish a society based on democratic values, social justice and fundamental human rights.

The majority of South African women, who were black, were the most oppressed section of the country's people, suffering under a triple yoke of race, gender and class oppression. The liberation of women was, and still remained, central to the struggle for freedom. South African women had come a long way in the struggle for recognition, promotion, protection and realisation of their rights. This struggle was part of the larger struggle against apartheid, the consequences of which are still felt today. Thus, the empowerment of women and the achievement of gender equality in South Africa also involved dealing with the legacy of apartheid and the transformation of society, particularly the transformation of power relations between women, men institutions and laws. It was about addressing gender oppression, patriarchy, sexism, ageism and structural oppression and the creation of an environment that is conducive to women taking control of their lives.

South Africa, the representative noted, had passed a number of laws to give effect to its constitutional goals of achieving equality, human dignity and the advancement of human rights and freedoms. During the last 23 years of democracy more than 1200 laws and amendments aimed at dismantling apartheid and eradicating all forms of discrimination were passed. South Africa was currently in the process of finalising the National Action Plan, in accordance with the Durban Declaration and Programme of Action. The NAP provided the basis for the development of a comprehensive policy framework against the scourges of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance. Importantly, the development and actual implementation of programmes, measures and activities in respect of the NAP lied with all government departments, institutions supporting constitutional democracy, civil society as well as business, labour, the media and other sectors. The NAP would also provide South Africa with a comprehensive policy framework to address racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance at both a private and public level. It was not intended to replace existing laws and policies — rather it was complementary to existing Government legislation, policies and programmes which address equality, equity and discrimination. The overall goal of the NAP was to build a non-racial, non-sexist society based on the values of human dignity, equality and the advancement of human rights and freedom. The government had recently published the Prevention and Combating of Hate Crimes and Hate Speech Bill. Once it became law, it would criminalise several forms of discrimination including on the basis of race, gender, sexual orientation, religion and nationality. This Bill was an illustration of the seriousness with which South Africa viewed hate crimes.

The representative of the Plurinational State of Bolivia stated that the knowledge of history helped to prevent future intolerance. Racism, discrimination, xenophobia and Afrophobia are interconnected forms of intolerance and have its origin in the accumulated combination of process that have not yet subsided. The Plurinational State of Bolivia

rejected any form of discrimination and the Bolivian Constitution, in particular in Article 14, prohibited all forms of discrimination based on sex, colour, origin, gender, sexual orientation, language, religion, ideology, political reasons, civil status, economic or social status, educational level, occupation etc. Bolivian anti-racism law defines xenophobia as “hate or rejection of a foreigner, reaching from manifestations of rejection to different manifestations of aggression or even violence.” The law was implemented by a Directorate for Anti-Racism, a public institution that had taken up its functions this year. The representative confirmed his country’s commitment to the work of the Committee.

The representative of Brazil noted that racism was a crime according to the Brazilian Constitution. As in most countries, Brazil also had specific laws and provisions on crimes of racism and xenophobia, which punished those crimes. Brazil understood that combating racism and racial discrimination also required the direct action of the Brazilian State, in order to ensure equality. In 2010, Brazil adopted a Racial Equality Statute to ensure equal opportunities to the Afro-Brazilian population. The Statute provides that: “Besides the constitutional norms, related to the fundamental principles, to the fundamental rights and guarantees and social, economic and cultural rights, the Racial Equality Statute adopts as a political and legal guideline the inclusion of victims from ethnic-racial inequality, the appreciation of ethnic equality and strengthening of the Brazilian national identity. The participation of the afro Brazilian population in equal conditions of opportunity in the economic, social, political and cultural life of the country shall be promoted primarily through: I — inclusion in public policies of economic and social development; II — adoption of measures, programs and policies of affirmative action; III — changing of the institutional structures of the State for the adequate coping and overcoming of ethnic inequalities stemming from ethnic prejudice and discrimination; IV — promoting normative adjustments to improve the struggle against ethnic discrimination and ethnic inequality in all its individual, institutional and structural manifestations; V — removing historical, sociocultural and institutional barriers that obstruct the representation of ethnic diversity in public and private spheres; VI — encouraging, supporting and strengthening initiatives from civil society aiming to promote equal opportunities and fighting ethnic inequalities, including through the implementation of incentives and criteria for conditioning and priority in the access to public resources; VII — implementation of affirmative action programs aiming to cope with ethnic inequalities in terms of education, culture, sport and leisure, health, safety, work, housing, means of mass communication, public funding, access to land, justice, and others.”

The representative of Jamaica stated that the country was a post-slavery society, and noted that a majority of the population was of mixed origin. As such, the Jamaican Constitution was naturally defined by a strong focus on anti-discrimination. Chapter 13 of the Constitution, spoke to the rights of all persons. She outlined from a national perspective what was required to address racial discrimination and underlined that investment in education was key to combatting discrimination. She also noted that there were many avenues for victims to redress discrimination, but very often, victims were not aware of their options. Education was therefore needed to supplement the laws; and that it was essential to focus on the implementation of the existing legal framework. The representative expressed that Jamaica had to further focus on the implementation of anti-discrimination legislation rather than embarking on creating new and costly laws.

A representative of the non-governmental organization Indian Council of South America noted his organization’s struggle to support a “decolonization” of Alaska. The representative mentioned de-colonialization, and asked about a United Nations body that would consider this cause. He mentioned this as proof of a gap in the current international legal framework that was linked to racism, as he believed that the colonialization of Alaska was based on racist beliefs.

Before the end of the meeting the Chair-Rapporteur reiterated the reasons for the existence of the Committee, referred to the genesis of the body and spoke about its mandate. He noted that the General Assembly had now issued new instructions to the Committee in resolution A/RES/71/181 that requested the Committee to commence negotiations on the draft additional protocol “criminalizing acts of a racist and xenophobic nature.”

Protection of migrants against racist, discriminatory and xenophobic practices

At the 4th meeting on 25 April, the Ad Hoc Committee considered agenda item 5. E. Tendayi Achiume from the School of Law of the University of California, Los Angeles, United States of America, and Research Associate at the African Centre for Migration and Society, University of Witwatersrand, South Africa, and Ibrahima Kane from the Open Society Initiative for Eastern Africa, presented on this topic.

Ms. Achiume gave a presentation entitled “Protection of Migrants against Racist, Discriminatory and Xenophobia Practices — An International Human Rights Approach: Limitations and Possibilities”. She distinguished between the concerns and vulnerabilities of voluntary migrants and involuntary migrants, as well as migrants and refugees, and protection regimes for these groups. She cautioned against too siloed an approach in the protection of these groups, as perpetrators of xenophobic discrimination and violence did not distinguish between refugees and other migrants. Ms. Achiume described the phenomenon of xenophobia as “illegitimate anti-foreigner acts or attitudes”, and further elaborated that xenophobia was compounded by foreignness (on account of their nationality or national origin) and other intersectional social categories including race, ethnicity, religion, class and gender. She added that racism and xenophobia were overlapping when race is often an explicit or implicit basis for xenophobic discrimination and anxiety. At the same time, she stated that there existed a distinction between the two when race is not always salient in the construction of foreignness where migrants are concerned, including when non-citizenship can amplify the negative impact of racism, and addressing racism alone may not appropriately address the circumstances of non-citizens experiencing racial discrimination.

Ms. Achiume stated that there was an absence of a clear answer in international human rights law as to when anti-foreigner attitudes and actions become xenophobic. She pointed out that while ICERD provided an important framework for addressing xenophobic discrimination, it has a number of significant shortcomings that limit its capacity fully to protect migrants (especially involuntary migrants) from xenophobic harm. She pointed out the ambiguity in Article 1 of ICERD about the extent and scope of its prohibition of xenophobic discrimination, the contested legal status of CERD General Recommendations, and the gap in terms of the status of religious discrimination against migrants. She provided a number of examples aimed at criminalizing acts of a racist and xenophobic nature such as the Additional Protocol to the Convention on Cybercrime Concerning the Criminalization of Acts of a Racist and Xenophobic Nature Committed Through Computer Systems. Ms. Achiume recommended for the elaboration of global anti-xenophobia norms by clarifying the bounds of prohibited manifestations of xenophobia, and to account for non-criminal intervention; pursue a human rights-based approach that views social cohesion and integration as vital for combatting xenophobia, and to pursue a coordinated approach that situates ICERD elaboration within broader reform efforts tied to the international regulation of migration, such as the Global Compacts on Migrants and Refugees.

Mr. Kane from the Open Society Initiative for Eastern Africa, presented an analysis of the migration and refugee situation in Africa, with a focus on Southern Africa. He pointed out that intraregional emigration in Sub-Saharan Africa is the largest south-south movement of people in the world. Southern Africa has a long history of intra-regional migration even before the drawing of colonial boundaries, with male labour migration to the mines and commercial farms and plantations. Mr. Kane highlighted a number of factors attributing to migration in the Southern region, including governance deficit, growing inequality and poverty; the historical legacy and consequences in the nature of state-formation and social pluralism, including Apartheid, and conflicts in the region; gender inequality exacerbated by gender based violence, and the inadequacy and poorly funded institutional mechanisms and capacity for conflict resolution and management at the regional level. He emphasized that there was a pressing need to implement the migration policy at the AU level, including through the adoption of the proposed AU Protocol on the free movement of persons in Africa and Protocol to the African Charter on Human and Peoples’ Rights on the right to a nationality in Africa along with regional dialogue on the issue of migration, and the need to harmonize labour migration policy and data collection.

During the interactive discussion, the representative of the European Union shared its measures to combat racism and xenophobia, including its action plan on building inclusive societies, and legislation to criminalize hate speech. The representative of Mexico shared its concerns about the vulnerability faced by migrants and stated that education initiatives were important to combat xenophobia, as undertaken by its National Council to Combat Discrimination, through specific campaigns to promote and protect rights of migrants. The representative of the Plurinational State of Bolivia asked about the extent of conceptual and legal understanding in terms of setting up systems to eradicate xenophobic acts in international transit. The representative of South Africa highlighted its own history of South Africans having been refugees in their own region and the historical movement of its people, and asked a question whether the tendency to invoke sovereignty when it comes to managing migrants was specific to Southern Africa as a region or if there were differences in policies among the different countries in the region.

The representative of Pakistan asked the panellists on its opinion regarding preferred processes to deal with xenophobia and the rights of migrants and whether the ICERD through its General Recommendations and the ongoing work of the Committee (through the development of an Optional Protocol) or the Global Compact process provided better ways to address the problem. The representative of Jamaica asked the panellists for their view on the issue of consular assistance and the Vienna Convention on consular relations pertaining to addressing situation when people come into conflict with the law in foreign countries, and the possibility to address the real or perceived xenophobia faced by migrants in such situations. The Chair-Rapporteur asked the panellists if there was any justification for the non-ratification of the Migrant Workers Convention in Southern Africa, and asked Ms. Achiume, whether the non-reference of racism in ICERD could be seen as a gap.

Mr. Kane in response said that Southern Africa had a significant experience on migration due to the historical legacy of apartheid. In his opinion, South Africa should play a leading role in promoting the implementation of the SADC protocol on the movement of persons. Ms. Achiume responded that on the issue of transit countries and borders, extra-territorialization of borders resulted on gross human rights violations. She added that borders allow for the exercise of heightened discretion on the admission of non-nationals. As such, she suggested that it was essential in such situations additional clarity in the extent exercise of discretion was required in treating incoming migrants. With regards to racial discrimination, while ICERD was a touchstone to address racial discrimination worldwide, the Convention is focused on biological determinants of race and as such there are gaps in it to address racism as an evolving social construct and cultural markers, including gaps in addressing xenophobic discrimination. She added that it was essential that there was more clarity required within ICERD framework to address xenophobia and cannot therefore be outsourced to the Global Compacts on migrants and refugees. Moves to criminalize a xenophobic act should necessitate a comprehensive understanding on ICERD, she added. Ms. Achiume further emphasized the importance of national action plans to combat racism and criminalization of xenophobia for a comprehensive and harmonized human rights response.

On 26 April, at its 5th meeting, the Ad Hoc Committee continued its consideration of agenda item 5. Peggy Hicks, Director of the Thematic Engagement, Special Procedures and Right to Development Division, OHCHR, and Kristina Touzenis from the International Organization for Migration, gave presentations on this topic.

Ms. Hicks noted that migration is a universal phenomenon — migrants can be found in practically all countries. Migration can be a positive and empowering experience for many migrants. Yet, too often migrant women, men, boys and girls find themselves in a precarious situation. She noted that, increasingly, restrictive measures are being taken across the world that prevent migrants from accessing their rights. Migration is further the subject of intense debate in the media, in political circles and in public discussions. The public narrative on migration is deeply polarised as a result of the many myths, misunderstandings and even falsehoods that have taken the place of facts and evidence in the debate.

Ms. Hicks noted that three issues are of particular significance:

The language that is used and how the narrative on migration and migrants is framed: Terminology plays an important role in shaping the migration narrative and inciting hatred against migrants. Terminology has long been used to distance migrants and their communities from the mainstream, to marginalize and stigmatize them as the unknown ‘Other’, or even to dehumanise migrants. She notably mentioned terms such as ‘illegal’, ‘economic migrant’, or ‘bogus asylum seekers’ to be particularly harmful. She noted that OHCHR’s challenge is how to frame narratives on migrants and migration that are based on evidence and principles, but resonate with a broader public.

Lack of data and evidence: In the migration context, data gaps are more glaring than in other areas as migrants and, in particular irregular migrants, often are not reached by data collection methods. Yet, that glaring absence of data characterises much of the debate and indeed policy-making on migration. A critical lack of data collection on the rights of migrants often conceals exclusion and makes it difficult to dismantle patterns of discrimination.

Criminalization of migrants and discriminatory practices: Public policies that criminalize irregular migration and those who provide services to migrants stigmatize, marginalize and exclude migrants and their communities and put them at further risk of abuse and exploitation by leaving them without protection, support and assistance.

Ms. Hicks addressed the issue of international law and the protection of migrants. She noted that migrants are protected by all United Nations human rights treaties, including the ICERD, and that States are required to respect, protect and fulfil the human rights of all migrants, regardless of their status and without discrimination. In September 2016, Member States reaffirmed and committed to fully protect the human rights of all migrants, regardless of their migratory status (New York Declaration, Annex II, 8i). They further condemned acts and manifestations of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance against migrants, and the stereotypes often applied to them (New York Declaration, para. 14).

Migrants are protected by human rights norms and standards from discrimination or racism. However, the international community continues to struggle with inadequate implementation of these legal norms. States are therefore called upon to implement measures that range from strengthening law enforcement and criminal justice responses, putting in place accessible complaints mechanisms in order to ensure access to justice for victims, collecting better data on racist crimes, and developing awareness raising initiatives which focus on inclusiveness, diversity and human rights. Concretely, States are called upon to promulgate robust anti-discrimination and equality legislation that protect migrants from all forms of discrimination including on grounds of nationality or migrant status, establish national specialized bodies in this respect, and develop benchmarks for the elimination of xenophobia against migrants. They should provide accessible legal, medical, psychological and social assistance to migrants affected by racism, xenophobia and discrimination. Integration and anti-discrimination policies should be developed through the participation of migrants and other relevant stakeholders.

States should develop and implement clear and binding procedures and standards on the establishment of “firewalls” between immigration enforcement and public services at all levels, in the fields of access to justice, housing, health care, education, social protection and social and labour services for migrants. In the context of racism and xenophobia, this means that migrants, independently of their status need to have access to mechanisms to challenge racist and discriminatory acts and bring perpetrators to justice.

Partnerships should be established with political leaders and parties, media, private sector, local communities, trade unions and other public actors, to promote tolerance, and respect for all migrants, regardless of their status. Other responses could include public education measures, child rights education programs and education curricula, and conduct targeted awareness campaigns in order to combat prejudice against and the social stigmatization of migrants. OHCHR has developed a number of tools, which contain the aforementioned practical guidance to States and other stakeholders.

Under the Global Compact on Safe, Orderly and Regular Migration, States have acknowledged a shared responsibility to govern large-scale movements in a humane,

sensitive, compassionate and people-centred manner, recalling their obligations to fully protect the human rights of all refugees and migrants as rights-holders, regardless of their status. The main challenge was to translate the aspirational words of the Summit and the New York Declaration into a concrete plan of action. The proposed global compact on safe migration could provide that concrete plan.

In conclusion, Ms. Hicks state that OHCHR has taken note of the recent General Assembly resolution 71/181 and Human Rights Council resolution 34/36 that called upon the Committee to “ensure the commencement of the negotiations on the draft additional protocol to the Convention criminalizing acts of a racist and xenophobic nature during [its] tenth session”. She added that OHCHR looks forward to more pragmatic progress during the current session, so as to provide guidance on ways to address racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance more effectively.

Ms. Touzenis, International Organization for Migration, presented on migrants’ rights and on policy efforts to address migration. She started by emphasizing that migrants have the same rights as nationals. Rights are in no way reserved exclusively for nationals. Though this important fact may be obvious for people dealing with human rights, there are countries where part of the population would distinguish between nationals who have rights and migrants who do not deserve any rights. It is essential to communicate with those populations, governments as well as politicians (as they often use migrants as scapegoats), in order to inform them that the targeting of groups is unlawful.

She emphasized that communication is indeed a key factor in framing policies on migration. She noted that the discourse that focuses on discrimination of the ‘Other’ needs to be turned into a more positive discourse. One could achieve that goal by combining a number of approaches, one of them being the adoption of new law. Such new law is, however, hard to obtain. The international legal human rights framework already covers the subject of racism and xenophobia, but guiding principles to facilitate the implementation of these international laws in the context of migration could be useful. Guidelines could notably spell out how migrants’ human rights should be implemented.

She noted that the issue of hate speech has often been topical, but that focusing on hate speech could be slightly misleading as discrimination is often more subtle. As an example, she referred to the term “illegal migrant” and noted that a person could never be illegal. Such commonly used terminology would not fall under hate speech but is still based on the assumption that migrants might not enjoy the same amount of rights as a national of a country. That wrong assumption, which seems to prevail in the area of migration, is never used when describing other groups, such as women.

In order to rectify the situation, the expert recommended implementation of the existing legal framework as a key priority. Implementation should not only concern the national level, but also encompass the local level. Municipalities are a key player as they are often responsible for integrating migrants. They should therefore be consulted when framing a policy response to migration. Municipalities often have experiences that constitute good practices and that could serve as models for counteracting hateful acts. Other important stakeholders that could participate in the framing of a policy response and in implementing existing laws include the judiciary, which needs to be empowered to this purpose, and civil society, which is an important partner when it comes to raising awareness through campaigns.

The expert also pointed out that good migration policies would support the rights of the individual and would establish long term migration goals. The current international legal framework is a good basis for improving or redrafting such policies. The existing legal framework also provides for addressing hate speech and xenophobia. The issue of implementation, however, would need further concerted efforts. The expert mentioned that IOM is already putting considerable efforts behind this goal and aims at facilitating implementation of sound migration policies by including a human rights based approach in all of its policies.

The Chair-Rapporteur underlined some of the points made by the presenters including the importance of seriously addressing hate speech; the fact that denying human rights to some human beings — be they migrants — actually impacts on the human rights

of all; the importance of terminologies and of referring to migrants in non-pejorative terms; as well as the importance of legal channels for migration. He also noted that an international legal framework on migration and the need for guidance on how to implement international human rights law are important. He opened the floor to discussions and comments.

The representative of South Africa noted that the two presenters had focused their presentations on the receiving states, rather than on the sending states. She asked if the economic, political and social state of the sending state should also be considered in order to frame policy recommendations.

Ms. Touzenis responded that it is indeed very important to also analyse the drivers of migration in the countries of origin. The reasons for migration are diverse, combining a variety of economic, social and political factors. She stressed that, in her view, the terminology ‘economic migrant’ is harmful because it suggests that migrants come to ‘steal our jobs’ and undermines the fact that migration also has a positive impact for receiving economies. Addressing those factors in sending countries is a complex issue because it concerns different policy fields and social problems, such as development, corruption, the political situation, as well as other issues, in the country. Countries of origin are of importance because of the necessity to inform migrants about their rights prior to embarking on their journey. She notably referred to the work done by IOM in providing pre-departure information and training to potential migrants. She also added that, in terms of numbers, the flows of migrants and refugees are not so big.

Ms. Hicks agreed that it is important to analyse the various factors that encourage migration; as racism could be such a factor, as well as the economic situation. She stressed that it is important to base policy efforts on a holistic picture that is also informed by the right to development.

The representative of the European Union underlined the importance of taking into account the risk of ‘history repeating itself’ raised by one of the presenters. She noted that, despite its strong anti-discrimination legal and policy framework, the European Union was yet to find a response to the issues raised by the construction of this idea of the ‘other’. She noted that there is a strong international framework that covers migration. ILO conventions on migrant workers cover, for example, the issue of migration and workers’ rights. She further voiced her agreement that implementation of human rights law is essential. She asked if the Global Compact would be the venue to develop policy guidelines for migrants.

Ms. Touzenis responded and noted that the negotiation of the Global Compact on Migration could be the venue to discuss migrants’ rights. Even though it is momentarily unclear what shape the document would eventually take, the goal of integrating a human rights approach into the document is already a clear goal that one could follow up on. Ms. Hicks agreed that the legal framework on migration has gaps, for instance concerning the detention of children, while the human rights framework is already providing sufficient clarity but lacks — in many cases — implementation. Ms. Hicks mentioned that the Global Compact on Migration is one of the avenues where some of these gaps could be addressed.

The representative of Pakistan, speaking on behalf of OIC, highlighted the importance of narrative building with regards to racial discrimination against migrants and refugees in receiving societies and, thus, the importance for the Ad Hoc Committee to address the issue of hate speech, which could also take the form of xenophobic and Islamophobic speech. In this respect, he noted that States need to find a balance between preserving the freedom of speech and limitations on hate speech.

Ms. Touzenis noted that the tension between freedom of expression and hate speech is an important issue and courts have already expressed their opinions on that issue. Those judicial statements provide guidance on how to approach the subject. The expert notably referred to the European Court of Human Rights, which had heard interesting cases on the limitations of freedom of expression. She noted that freedom of expression is indeed a fundamental human right but could be limited when it impinges on other fundamental human rights. Ms. Hicks stressed the need to prevent hate speech and, at the same time, to not infringe on freedom of expression, and outlined some recent progress made on this issue.

The expert, Ibrahima Kane, Open Society Institute for Eastern Africa, noted that legal proceedings might not be an ideal way to implement migrants' rights. An alternative approach that he supports would be to use statistical data to point to the positive effects of migration. He noted that, for example, a South African initiative is using data that show that migration has a positive economic effect. Such data has the potential to change the perception of migrants. Ms. Hicks and Ms. Touzenis agreed that the use of data to provide a different narrative about the positive effects of migration is a very useful approach. However, it should be complementary, and not replace, legal proceedings, including the criminalization of certain acts, in order to prevent impunity for such acts.

The representative of the Plurinational State of Bolivia referred to seasonal migratory patterns of indigenous people in his country and raised concerns on the compatibility of complementary standards with national legal frameworks.

The representative of Brazil asked Ms. Touzenis to develop her point on the fact that not criminalizing certain acts, especially of racism and xenophobia, grants impunity for these acts, and to link it to the mandate of the Ad Hoc Committee, notably in light of the latest Human Rights Council resolution 34/36.

Ms. Touzenis responded that, though she may not be in the position to reflect on the mandate of the Committee, she considers that not taking acts that are motivated by racism or xenophobia sufficiently seriously from a legal perspective would send the signal that such criminal acts are not so serious. In many national legal systems, the certain motivations to commit criminal acts, notably xenophobic and racism motivations are considered aggravated circumstances.

The representative of Tunisia outlined her country's approach to the implementation of the right to development and the positive impacts it can have on both countries of origin and receiving countries. She stressed that migrants are people who have something to bring to the host country and can contribute positively to their economic prosperity. She noted that, though the right to development is implemented in developed countries, this is not the case in under-developed and developing countries. In this light, she asked whether preventing migrants from the opportunity to move would not exclude them from the right to development.

Ms. Hicks welcomed the comment by the representative of Tunisia, stressing that the advancement of the right to development, as well as social and economic rights are part of OHCHR's work and would certainly help addressing migration in a more successful way, which includes developing legal channels for migration and dealing with illegal migration in a more humane manner.

Protection of refugees, returnees and internally displaced persons against racism and anti-discriminatory practices

On 26 April, at its 6th meeting, the Ad Hoc Committee considered agenda item 6 on "Protection of refugees, returnees and internally displaced persons against racism and discriminatory practices". Ms. Cecilia Bailliet, Professor and Director of the Masters Programme in public international Law at the University of Oslo and Ms. Madeline Garlick, Chief of the Protection Policy and Legal Advice Section, Division of the International Protection at the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), gave presentations on this topic.

Cecilia Bailliet, Professor and Director of the Masters Programme in public international Law at the University of Oslo stated that the issue of protection of refugees, returnees, and internally displaced persons against racism and discriminatory practices is one of the most compelling challenges of contemporary times. Many persons are fleeing state failure, armed conflict, terrorism, insecurity, natural disasters, famine, and other situations which do not fit neatly into the 1951 Convention on the Status of Refugees, and hence complicate recognition of the legitimacy of their protection claims and related rights, although they may be covered by regional refugee and IDP instruments, such as the OAU Convention on Refugees and the Kampala Convention on IDPs.

In spite of the fact that the majority of displaced persons remain in the South, there has been a significant increase in discriminatory attitudes across the world against those forced to flee. There is a correlation between fear of terrorism and crime and discriminatory attitudes including religious stereotyping, racial discrimination, fear of non-assimilation (different values), concern about competition for scarce jobs and social benefits, etc. This context may be juxtaposed against the statistic that only 1% of refugees are resettled from the South to the North.

In addition, States are currently strengthening mechanisms to prevent the physical entry of asylum seekers, ranging from construction of fences and walls, to legal requirements based on nationality, such as visas, and other tactics to deny legal presence or stay. Asylum seekers are regularly treated as irregular migrants and denied protection when undergoing processing. The trend is to support containment or speedy deportation, at times in the form of disguised collective expulsion.

In comparison, she quoted that “in most of Africa these days, refugees are not welcomed with the exuberant sense of solidarity that surrounded the promulgation of the OAU Convention. Instead, African states are increasingly following the lead of other regions by closing their borders and threatening to forcibly return those who have made it into their territories. Even in those countries where refugees are readily admitted and positive policies towards them are in force, their treatment is not always in keeping with the Convention. Previously such treatment was by states alone but today it is also the treatment by the general public that is the concern as hosting communities have become increasingly hostile to the refugees.”¹

Ms. Bailliet presented a brief overview of the three scenarios faced by refugees and IDPs (namely protracted camps, urbanization, and detention) outlining the range of human rights violations and accountability gaps, arguing that these are examples of structural racism. She discussed normative gaps within international law, the role of compliance mechanisms, and the risk of inaction in the face of discrimination against refugees, using the case study of Norway, and discussed the way forward in the form of a new Protocol to the CERD.

First, she explained that the warehousing of refugees and IDPs in camps which commenced in the 1980’s had now resulted in protracted containment in camps located in Kenya, Jordan, South Sudan, the United Republic of Tanzania, Ethiopia, Pakistan or off-shore locations such as Nauru. Refugees and IDPs are isolated from host communities and sentenced to a “forever temporary” existence, describing themselves as “children of UNHCR” and thus effectively stateless.

Refugees and IDPs were subject to many violations, including lack of access to food or clean water, denial of the right to work or study, exposure to diseases, sexual violence, etc. Collaboration between UN system agencies and NGOs as implementing partners or operational partners to run hospitals schools, provide water, sanitation, etc. can result in accountability gaps which prompt impunity in cases of corruption, negligence, denial of food, sexual exploitation, and physical violence. The camps are parallel states within states, where neither national law nor international law prevails. There are accusations of a lack of investigation, prosecution, or punishment for state and non-state actors responsible for violations. Refugees and IDPs lack mechanisms for redress and accountability, and there is no transparency in the processing of their cases or of their enjoyment of rights, thereby indicating grounds for structural racism. There is a need to articulate the legal obligations of the host state, International Organizations, and NGOs, as well as create a compliance mechanism to conduct visits and write reports.

Second, many refugees and IDPs were not in camps, but instead rendered invisible within large cities, where they work in the informal market and have little follow up by the State or UNHCR, although there are some programs available, they are limited. Urbanized refugees lack documentation and therefore may be excluded from education or suffer exploitation at work or in access to housing. They are often discriminated against and suffer fear of deportation.

¹ J O Moses Okello.

Third, Refugees in Western countries are often placed in detention or reception centres which may be very isolated from host societies. There is often little transparency regarding the conditions in the centres or the processing of cases. Asylum seekers may be denied legal aid (often legal information is given instead), they may be subject to accelerated procedures, non-suspension of deportation, age testing — including bone tests, dental examination, language testing, restrictions on family reunification, isolation, and excessive delays, this results in depression, humiliation, self-harm, suicide, etc. There is use of corporate actors to run detention centre creating clear accountability concerns. One of the problems regarding enjoyment of rights, she argued, is the lack of clarity regarding the normative regime which applies.

She addressed the issue of normative gaps within international law, stating that the 1951 Convention on the Status of Refugees provides a hierarchical framework for the enjoyment of rights which divides along the categories of jurisdictional control, physical presence, lawful presence, lawful stay, and habitual residence. Rights are granted in reference to three different groups — aliens in the same circumstances, most-favoured foreigners, and citizens. She explained that this framework is itself discriminatory and may further inequality in contradiction of Article 26 of the ICCPR.² Further, many asylum seekers are denied recognition as refugees, and instead given humanitarian protection which results in reduced enjoyment of rights.

Discrimination against refugees prevails in part because of the structures within national immigration systems, normative and institutional, as well as regional initiatives (such as the European Union Turkey Agreement, or even the Dublin Regime). She added that regarding IDPs, the UN Guiding Principles is soft law and lacks centralized compliance mechanism.

She addressed the role of the Treaty Bodies, ECTHR, UNHCR, IACTHR IACCommHR, African Commission, and Constitutional Courts regarding Follow up of Refugees and IDPs. The Treaty Bodies have issued General Comments confirming the rights of refugees to enjoy protection of the treaties. The Treaty bodies set forth that distinctions must be based on a “reasonable and objective” standard — consistent application, not arbitrary, in pursuit of legitimate aim. This is similar to the European Union Test for Distinction which assesses whether distinction pursues an objective and reasonable justification, furthers a legitimate objective, regard for principles of a democratic society, and use of reasonable and proportionate means to the end sought.

However, the European Court of Human Rights accepts protection of country’s economic system as a legitimate aim for treating aliens differently from nationals and the need to reverse illegal immigration as a legitimate aim for distinguishing between nationals and aliens in public benefits.

Treaty Bodies identify many of the most pressing human rights violations affecting refugees and IDPs, however, quite often the State is advised to consult with UNHCR, which can be problematic for a number of reasons including financial, legal and operational. There is a need for an independent actor to review compliance of States with human rights obligations pertaining to refugees and IDPs.

She emphasized the importance of taking concrete action to address discrimination against refugees, citing the concluding observations of CERD to Norway in 2011 which identified the risk of hostile acts linked to racism prevalent in the media and among political actors. On 22 July 2011, the mass killings occurred in Oslo and on the island of Utøya. In response, Norwegians gathered for a rose ceremony in the capitol where they claimed allegiance to the values of democracy, openness, and humanity. However, by 2015, CERD had once again to express continued concern about hate speech. Norway had also undertaken a series of legislative reforms which had negatively impacted refugees including the removal of independence of the Immigration Appeals Board, now subject to instruction by the Ministry of Justice; a significant increase of hiring of immigration police to facilitate deportation, a marked decrease in asylum appeals, in part based on substantial increase in deportations — 3,400 less appeals, the hiring of extra case workers to process an expected

² Marina Sharpe.

influx of asylum seekers which never arrived resulted in reassignment of caseworkers to screen persons granted citizenship for grounds for cancellation going back 20 years in order to withdraw citizenship, restrictions on family reunification, ongoing discrimination regarding access to housing, education, workplace, etc., weakening of the ombudsman addressing discrimination cases, and continued use of detention, including children, solitary confinement. These developments, in the expert view, underscored the urgency to take action to ensure that equality and non-discrimination are lifted so that States can correct policies and legislation which run contrary to these principles.

Ms. Bailliet stated that there is arguably a need for a new protocol to CERD addressing discrimination against refugees and IDPs. She suggested that this instrument would receive political attention and should be promoted at the highest level by the UN Secretary General. It should include a compliance mechanism, either following the Optional Protocol to the CAT which set forth a Sub-Committee and national mechanism or the Disabilities Convention, which relies on national monitoring, or the European Union Rapporteur on Racism, which conducts visits and writes reports. She added that although creating a CERD General Recommendation or a UNHCR Guidance Note might be considered; it may prove a helpful source for legal cases, but would be unlikely to prompt a political response.

She added that there is a need to review the recent reforms in legislation, regulations, and directives addressing terrorism, immigration, deportation, and citizenship, as the changes may have discriminatory impact on refugees, returnees, and IDPs.

Further, it would be beneficial to publish best practices reports to review positive jurisprudence from national courts, including constitutional courts, to map case law addressing discrimination against refugees, returnees, and IDPs. This would also help to identify and articulate adequate and effective remedies to address structural discrimination affecting refugees. She added that lawyers needed to be engaged to address procedural and substantive violations in refugee cases, and that outreach to national ombudsperson offices, law associations, pro bono firms, law schools, etc. to bring cases addressing discrimination against refugees, returnees, and IDPs should be pursued. There was also a need to strengthen the demand upon to States to make legal aid to made available (not just legal information) to refugees.

Ms. Bailliet emphasized the importance of outlining the procedural rights of asylum seekers and refugees, as this is the primary vehicle for excluding them from enjoyment of equality and non-discrimination. These rights must be made secure in a normative instrument. The core aim should be centred upon CERD's statement on the Occasion of the UN Summit on Refugees and Migrants in August 2016.

In response to Ms. Bailliet's presentation, the representative of the European Union requested clarification on whether the mechanism suggested would be similar to the Optional Protocol to the Convention against Torture, and inquired about the role of special procedures. Ms. Bailliet explained that the mechanism she suggested would be similar to the OPCAT model, combining international level and national level ombudspersons, and contemplated the national roles and national-level involvement. She suggested the creation of a best practice map to determine the coverage in terms of case law and standards. A compliance review of national laws that are being adopted in the current environment, including good examples, should take place.

Ms. Madeline Garlick, Chief of the Protection Policy and Legal Advice Section, Division of the International Protection at the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), recalled that, as of mid-2016, an estimated 61.5 million persons were forcibly displaced around the world, including approximately 21 million refugees and 37 million internally displaced people, as well as asylum seekers, returnees and others falling under UNHCR's mandate. These numbers are among the highest in recent years in some regions and countries. Asylum and migratory pressures that some States were facing were having a significant impact upon the public discourse as well as political debate and actions. This is noteworthy in several European countries, although the numbers of forcibly displaced people in Europe, in absolute and relative terms, are a

fraction of those hosted by other less well-resourced regions of the world. Close to 90% of the global refugee population is hosted in middle and low-income countries.

Increasing concerns in some countries about security and integration capacity can exacerbate racism and xenophobia, thus worsening the already precarious situations of those forced to flee. The proliferation of xenophobic narratives, hate speech and inflammatory statements directed against refugees and migrants has been reported lately. Not only has this threatened to undermine the institution of asylum, but also at times has even led to violence against refugees and migrants.

She stressed that UNHCR has a special interest in and commitment to reducing racism and xenophobia, stemming from the fact that racism, related intolerance and xenophobia are common causes of forced displacement, but can also compromise the protection afforded to asylum seekers and refugees at different stages of the displacement cycle. For instance, they can be manifested through official restrictions on access to asylum or inadequate standards of treatment afforded to those seeking asylum or recognised as refugees. Asylum seekers and refugees may be denied the full enjoyment of human rights in the host country, such as equal access to public services. This can hamper the achievement of durable solutions, by hindering integration in the receiving societies. Furthermore, voluntary return by refugees to their countries of origin is a less viable and sustainable option if it takes place in conditions where peace is fragile and ethnic, religious or other forms of discrimination persist.

She recalled that discrimination on the basis of race, colour, descent, or national or ethnic origin, among others grounds, is also a reason for the denial or deprivation of nationality, and is therefore a cause of statelessness in many cases. The majority of the world's estimated 10 million stateless people belong to minority groups. At least 20 countries maintain laws which deny or permit the withdrawal of nationality on the grounds of ethnicity, race, or origin. As the organization mandated by the UN General Assembly, together with States, to identify and protect the rights of stateless people, and prevent and reduce statelessness around the world, UNHCR saw a pressing need for greater acknowledgement and action to address discrimination where it leads to the injustice and hardship of statelessness.

She stated that UNHCR welcomed the opportunity to take part in the session, and to speak with the members of the Ad Hoc Committee about the legal and practical tools at our disposal to address the manifold challenges associated with racism and xenophobia in many contexts today. The principle of non-discrimination is articulated in the 1951 Convention Relating to the Status of Refugees, which in its Article 3 binds States Parties to apply its provisions without discrimination as to race, religion or country of origin. Subsequent multilateral instruments — including notably the International Convention on the Elimination of Racial Discrimination (ICERD) — elaborated and developed further in crucial ways the content of this principle and the specific obligations of states to refrain from and prevent discrimination, including where it affects asylum seekers, refugees, stateless persons and others under UNHCR's mandate.

In UNHCR's view, the standards which exist in international law at present provide a solid framework for protection against discrimination in its many forms today. The challenge, in UNHCR's view, is to ensure more effective observance of these standards in practice. This can be done, among other ways through training and ensuring accountability of state officials and organs; through processes for enforcing anti-discrimination rules; and through initiatives to foster tolerance and inclusiveness, as well as countering racist and discriminatory attitudes, rhetoric and actions. She elaborated on a number of tools and elements that can contribute to these goals in the following points of her presentation.

She addressed the question of how to tackle the particular vulnerability of refugees and asylum seekers to racist and xenophobic attitudes. She noted that many manifestations of racism and xenophobia are not directed against asylum seekers or refugees per se, but against non-nationals more broadly. However, refugees, asylum seekers and members of minorities may be particularly vulnerable to the effects of discrimination due to a less secure legal status or the absence of a supportive network in society. Some extremist

political parties, movements and groups may also explicitly incite discrimination against new arrivals, by unjustifiably blaming them for wider social problems.

Refugees, asylum seekers, stateless and internally displaced persons, due to their specific protection needs and vulnerabilities, can suffer multiple form of discrimination, and may become victims of rejection, stigmatization, exclusion, or even violent attacks. Many children report little positive contact with host communities in their countries of asylum, but rather negative experience of xenophobia, racism and discrimination. There is evidence that such experience, coupled with other hardships of forced displacement, can increase young refugees' vulnerability to recruitment by or victimization at the hand of gangs, other criminal groups and radical extremists.

She explained that, institutionally, the protective role of the ICERD is more critical than ever in addressing elimination of racial discrimination, promoting understanding, outlawing hate speech, and criminalizing membership in racist organizations. Parties to the ICERD are obliged to review and amend their laws and policies to ensure that they do not discriminate on the basis of race, and to guarantee the right of everyone to equality before the law regardless of race, colour, or national or ethnic origin. Additionally, the Committee's General Recommendation No. 30 provides guidance to States where it elaborates in particular on the relevance of the ICERD for non-citizens.

She noted that States can nevertheless do more to act in the spirit of the ICERD and the Durban Declaration. Global refugee numbers, and the higher number of arrivals in numerous individual countries worldwide, have underscored the need for States to develop efficient and effective, longer-term multi-stakeholder strategies and programmes which truly facilitate refugees' inclusion and self-sustainability. The Durban Declaration and Programme of Action and the Outcome Document urge States to develop national action plans, to monitor their implementation in consultation with relevant stakeholders and to establish national programmes that facilitate the access of all, without discrimination, to basic social services. The Outcome Document also recommends that States establish mechanisms to collect, analyse and disseminate reliable and disaggregated statistical data and that they set up independent bodies to receive complaints from victims.

She argued that more can be done effectively and comprehensively to train law enforcement, immigration, and border officials. Such training should aim to sensitize them to racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance, but also make clear their legal obligations to take or refrain from taking certain actions, as agents of the State. Greater concerted action is needed to counter xenophobic attitudes and negative stereotypes directed against non-citizens by politicians, law enforcement, immigration officials, and the media, and grant refugees non-discriminatory access to services.

She informed that in March 2016, together with the OECD, UNHCR organised a high-level meeting on integration, in order to counter myths and use research evidence to demonstrate how refugees can benefit economies, as well as to make the case for early investment in refugees' integration and social inclusion.

Greater efforts are required from all concerned parties — States, the UN and other international and regional organization, as well as NGOs and community groups — to address these challenges. The success of any such effort will directly proportional to the political will of States to put in place systems for the protection of basic rights and mechanisms for ensuring their effective implementation. This needs to be complemented by activities aimed at preventing racist and intolerant attitudes from developing, such as human rights education and public information campaigns to promote respect and tolerance.

UNHCR can provide support to partners in initiating public awareness campaigns in host communities in order to promote tolerance, and combat racism and xenophobia. Information strategies targeted at sensitizing host communities may include projects to better inform communities about the root causes of mixed movements and the human suffering involved. She also noted that UNHCR launched awareness-raising campaigns to "roll back xenophobia"; "the Diversity initiative" in Ukraine; as well as Joint IPU-UNHCR handbooks for parliamentarians on "Human Rights" (2016); "Migration, human rights and governance" (2015), "Nationality and Statelessness" (2014) and "Refugee Protection: A

Guide to International Refugee Law” (2001) — soon to be issued in an updated edition — as well as the IPU Resolution on “Migrant Workers, People Trafficking, Xenophobia and Human Rights” (2008). UN has also launched the “TOGETHER” global initiative, that promotes respect, safety and dignity for everyone forced to flee their homes in search of a better life.

She emphasized that real partnership with persons of concern to UNHCR and their communities is essential in addressing racism, xenophobia and intolerance. This, after all, is about their experiences and their lives, and that they needed to be engaged in all stages, from development of any strategic approach for a particular national or local context, through its implementation. The most effective way to eradicate fear of ‘the other’ is typically through personal encounters and interaction.

The unanimous adoption of the New York Declaration for Refugees and Migrants by UN members States last September was a clear acknowledgement of this imperative. The Global Compact on Refugees envisaged in the Declaration aimed to ensure equitable and predictable responsibility-sharing arrangements to address both large-scale movements of refugees and protracted refugee situations. The principle of international cooperation, which is key to ensure global stability, building public confidence in our institutions, and bolstering refugee protection, will lie at its core.

In reaction to Ms. Garlick’s presentation, the Chair-Rapporteur asked about the refugee status situation in Zimbabwe and the onward movement of refugees to other countries in the SADC region, to which Ms. Garlick explained that the fact that refugees moved on again to other countries did not necessarily mean that they were not in fact, refugees. She reiterated the need for regional solidarity and burden-sharing in this regard, and agreed with Ms. Bailliet on the need for effective procedural rights for refugees.

The representative of the European Union expressed agreement with Ms. Garlick on the sufficiency of the current legal framework for refugees. She asked the expert to elaborate on its work with parliamentarians, especially with regard to the role of political narratives.

The representative of South Africa stated that South Africa recognized the dignity of migrants and refugees and appreciated the benefits they brought to societies. Through annual consultations with UNHCR, it was working on improving the domestic refugee situation in respect of access to education, health, water and sanitation. While there was still room for improving the societal attitudes and educating the public, the xenophobic waves which had taken place had further spurred the Government to address the situation. She stated that the issues in South Africa were happening elsewhere in the world which suggested a global approach, and in this regard, a binding international law was needed and collective work on a protocol would be beneficial.

Ms. Garlick acknowledged the efforts undertaken by South Africa to deal with the refugee situation the country. She responded also to the query about the role of parliamentarians, explaining that UNHCR shared knowledge, tools and facts to national and regional parliaments and recommended an upcoming new guide to refugee law addressed to parliamentarians. She stated that refugees were referred to in many national contexts as being “illegally present” and she noted that no person could be illegal. She referred to the 1951 Refugee Convention which in article 31, provided for non-penalization for illegal entry and stay, adding that in some cases refugees did not have the access to the means to enter legally.

Ms. Bailliet also commented on the important role of parliamentarians, and also to the need to educate society, noting that many lawyers were unaware that national constitutional protections applied to refugees.

At its 7th meeting on 27 April, the Ad Hoc Committee continued its consideration of agenda item 6 on “Protection of refugees, returnees and internally displaced persons against racism and discriminatory practices”, during which Krassimir Kanev, Chairperson of the Bulgarian Helsinki Committee and E. Tendayi Achiume from the School of Law of the University of California, Los Angeles, United States of America, and Research Associate at

the African Centre for Migration and Society, University of Witwatersrand, South Africa, presented on this topic.

Mr. Kanev, Chairperson of the Bulgarian Helsinki Committee, gave a presentation entitled “Approaches to combating racial discrimination in Bulgaria”. He highlighted the wide-ranging discrimination faced by Roma and other ethnic minorities in Bulgaria, in the areas of employment, housing, including forced evictions, segregation in education and health care, selective targeting by the criminal justice system, exclusion from political decision-making and public incitement to hatred and violence. He also pointed out the prevalence of Islamophobia including attacks on mosques, negative media coverage of Islam and Muslims in general and public incitement to hatred, discrimination and violence through marches and rallies in front of mosques. Migrants in particular were also subjected to public incitement to hatred, discrimination and violence, including through a number of demonstrations against migrants, physical violence through “migrant hunters” and refusals to register and expulsion of migrants from different towns in the country.

Mr. Kanev also provided several examples of incitement to hatred against migrants and hate speech in the media as well as statements made by political party activists. Despite such prevalence, there had been no prosecution even in the most flagrant of cases, owing to racist bias among the police and the prosecution, as well as political influences and corruption. He added that the Protection against Discrimination Commission (PADC), heard complaints by victims and there were some successful proceedings against private individuals, businesses and media, but it had a mixed record when the perpetrators were politicians. Mr. Kanev also provided examples of a number of cases of discrimination that were brought before the European Court, and had ruled in favour of victims of discrimination. He therefore recommended that collective litigation by NGOs on behalf or in support of victims, collective complaints before international bodies had a better chance of addressing human rights violations and discrimination faced by migrants and ethnic minorities in Bulgaria. He further recommended the establishment of a system of specialized independent adjudicative and preventive mechanisms at the domestic level.

Ms. Tendayi Achiume gave a presentation entitled “Structural Xenophobic Discrimination against Refugees.” She pointed out that refugees and involuntary migrants share the same chaotic, dangerous migratory routes and that many perpetrators of xenophobic discrimination and violence do not distinguish between refugees and other migrants. She then provided a review of demographics of refugees, emphasizing that displacement was rooted in structures or conflicts involving foreign sovereigns, including foreign military intervention. She added that the exclusion of refugees or discrimination against refugees is overwhelmingly exclusion or discrimination along racialized lines. Ms. Achiume then provided a number of different scenarios in which refugees faced structural xenophobic discrimination with a disproportionate and harmful impact of laws, policies, and practices, on refugees on account of their status as foreigners, even in the absence of explicit anti-foreigner prejudice. She took the example of a banking policy that prohibits refugees and asylum seekers from opening bank accounts as a measure for protecting against untraceable money laundering, and described the multifarious implications of such a policy to refugees. She outlined limitations faced by refugees and asylum seekers in the employment and housing sectors, as well as in access to social services, leading to overall structural inequality.

Ms. Achiume delved into the point that on one hand, the “purpose or effect clause” of Article 1 of ICERD clearly requires the regulation of policies whose effect is to nullify or impair the equal exercise of human rights on account of differentiation on account of race, colour, descent or national or ethnic origin. On the other hand, criminalization of acts of a xenophobic or racist nature would almost certainly not include this type of approach because criminal convictions typically require intent, at least in common law jurisdictions. She thus reiterated that Article 1 of ICERD remained ambiguous about the extent and scope of its prohibition of xenophobic discrimination. She concluded that while the CERD’s General Recommendation 30 was important because it stated that differential treatment based on citizenship or immigration status constitutes discrimination, Ms. Achiume argued whether ICERD member states uniformly defer to CERD’s interpretive guidance, and whether the General Recommendation 30 is viewed as authoritative enough, giving each

state to engage in its own legitimacy/ proportionality analysis. She argued that this had implications for determining the global baseline for when structural exclusion of refugees that violates their human rights is prohibited xenophobic discrimination. This may merit some clarity by a possible international guidance or baseline.

During the interactive discussions, the representative of the Bolivarian Republic of Venezuela asked Ms. Achiume about policies, practices and laws which would allow access to health care and education for refugees and asylum seekers who would otherwise not be able to access such services due to the lack of documents or knowledge about the processes. The representative of the European Union sought clarification from Mr. Kanev on the efficacy of criminal procedures and asked Ms. Achiume for her views as to how the new mandate of the Committee could contribute to clarifying tensions between Articles 1.1 and 1.2 of ICERD and how could the idea of additional protocol overcome those challenges. The representative of Pakistan behalf of OIC, asked for more information from the panellists on the issue of criminalisation of xenophobia and on the proportionality issue stipulated in the ICERD General Recommendation 30. The representative of Pakistan also highlighted the comments of the Secretary General of OIC that Islamophobia is a contemporary manifestation of racism and combating Islamophobia as well as vilification of all religions and denigration of symbols and personalities sacred to all religions is a matter of priority.

In response, Mr. Kanev pointed out that criminalization has not worked in Bulgaria, given the few prosecutions, except in cases when private individuals are involved in severe forms of racial discrimination when there may be criminal prosecution. Ms. Achiume emphasized on the importance of temporary documents, along with education and awareness-raising about the legitimacy of such documents among all stakeholders to facilitate access to services by refugees and asylum seekers. She also suggested a comprehensive approach including through the framework of national action plans to better understand how the barriers operate and how to address them. She added that on the issue of criminalisation, a comprehensive approach was necessary whereby criminalisation should not be the final destination. Aside from punitive measures, Ms. Achiume said while criminalisation is important, that the expressive function of criminal law is also important, as there would not be a dramatic shift in the circumstances of an average refugee, migrant or an asylum seeker by merely through a criminal prohibition of a xenophobic act. On the tension between Article 1(1) and 1(2), Ms. Achiume said that there needed to be further clarity to tackle the constraints in ICERD as legitimacy and proportionality are left to the discretion of states meaning wide discretion where citizenship-based discrimination is at play, even where citizenship-based discrimination results in the human rights violations against non-nationals. The problem lies in the lack of clarity as to what extent non-citizens are entitled to equal enjoyment of human rights and ICERD does not do enough to clarify this, and therefore the need for a standard at the global level, clarifying that citizenship discrimination that results in human rights violations is not explicit to states.

Annexe II

[Anglais seulement]

Programme de Work — 9th Ad Hoc Committee on the Elaboration of Complementary Standards (as adopted 24.04.2017)

1st week					
	Monday 24.04	Tuesday 25.04	Wednesday 26.04	Thursday 27.04	Friday 28.04
10:00–13:00	<u>Item 1</u> Opening of the Session <u>Item 2</u> Election of the Chair <u>Item 3</u> Adoption of the Agenda and Programme of Work — General statements	<u>Item 4 continued</u> Comprehensive anti-discrimination legislation	<u>Item 5 continued</u> Protection of migrants against racist, discriminatory and xenophobic practices Peggy Hicks, Director, Thematic Engagement, Special Procedures and Right to Development Division, Office of the High Commissioner for Human Rights; Kristina Touzenis, International Organization for Migration, Geneva	<u>Item 6 continued</u> Protection of refugees, returnees and internally displaced persons against racism and discriminatory practices Krassimir Kanev, Chairperson, Bulgarian Helsinki Committee; E. Tendayi Achiume, Assistant Professor of Law, University of California — Los Angeles School of Law	<u>Item 8</u> General discussion and exchange of views on items 5 and 6
15:00–18:00	<u>Item 4</u> Comprehensive anti-discrimination legislation	<u>Item 5</u> Protection of migrants against racist, discriminatory and xenophobic practices E. Tendayi Achiume, Assistant Professor of Law, University of California — Los Angeles School of Law;	<u>Item 6</u> Protection of refugees, returnees and internally displaced persons against racism and discriminatory practices Cecilia Bailliet, Professor & Director of the Masters Programme in Public International Law, University of Norway;	<u>Item 7</u> General discussion and exchange of views on item 4	<u>Item 9</u> Update discussion on Xenophobia

Ibrahima Kane, Open
Society Initiative for
Eastern Africa

Madeline Garlick, Chief of the
Protection Policy and Legal
Advice Section, Division of
International Protection,
United Nations High
Commissioner for Refugees

<i>2nd week</i>				
<i>Monday 1.05</i>	<i>Tuesday 2.05</i>	<i>Wednesday 3.05</i>	<i>Thursday 4.05</i>	<i>Friday 5.05</i>
10:00–13:00 <u>Item 10</u> Update discussion on Procedural gaps with regard to the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination — Update discussion on National Mechanisms	<u>Item 12</u> General discussion and exchange of views on items 9 and 10	<u>Item 14</u> Discussion on General Assembly resolution 71/181	<u>Item 15</u> General discussion and exchange of views — Conclusions and Recommendations	Conclusions and Recommendations — General discussion and exchange of views
15:00–18:00 <u>Item 11</u> Update discussion on racism in sport	<u>Item 13</u> General discussion and exchange of views on item 11	<u>Item</u>	Compilation of the Report	<u>Item 16</u> Adoption of the report of the ninth session

Annex III

List of attendance

Member States

Algeria, Azerbaijan, Bangladesh, Belgium, Bolivia (Plurinational State of), Brazil, Burundi, Canada, China, Colombia, Congo, Cote d'Ivoire, Cuba, Czechia, Djibouti, Egypt, Estonia, Greece, Guatemala, Haiti, India, Italy, Japan, Jamaica, Jordan, Kuwait, Libyan Arab Jamahiriya, Luxembourg, Malaysia, Malta, Mexico, Morocco, Nigeria, Pakistan, Qatar, Russian Federation, Singapore, Slovakia, South Africa, Spain, Sudan, Switzerland, Tunisia, Ukraine, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Venezuela (Bolivarian Republic of), Zambia, Zimbabwe.

Non-Member States represented by observers

Holy See.

Intergovernmental Organizations

African Union, Organization of Islamic Cooperation, European Union.

Non-governmental organizations in consultative status with the Economic and Social Council

African Commission of Health and Human Rights Promoters, Indian Council of South America and the Indigenous Peoples and Nations Coalition, International Youth and Student Movement for the United Nations (ISMUN).

Non-governmental organizations not in consultative status with the Economic and Social Council

Culture of Afro-Indigenous Solidarity, World against Racism Network (WARN).
